



Montpellier, le

Monsieur le Directeur Général du
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
UNIVERSITAIRE
Centre Administratif André Benech A
191 av du doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER Cedex 5

A l'attention de Monsieur Stéphane FERRARI

Lettre recommandée avec A.R n°

Réf : TA/SHL/YD/MJB/15.0205

Objet : Approbation du projet d'arrêté
d'autorisation de déversement (Sites 1 et 2)

Monsieur,

L'activité de votre établissement nécessite l'obtention d'un arrêté d'autorisation de déversement au réseau public d'eaux usées de rejets non domestiques. La phase d'instruction étant à présent achevée, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le projet d'arrêté.

Je vous remercie de vos éventuelles remarques sous quinzaine à compter de la réception de ce courrier. Passé ce délai, je considérerai que ce projet reçoit votre approbation et le soumettrai à la signature du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désormais en charge de l'exercice du pouvoir de police en matière d'assainissement. Il vous sera ensuite notifié.

A titre indicatif, je vous communique les simulations financières du montant semestriel de votre future redevance d'assainissement non domestique.

Cette simulation est établie sur la base des éléments recueillis en phase instruction, à savoir les résultats des analyses (2015) et les volumes d'effluents rejetés/consommés. Elle pourra donc évoluer suivant les résultats des nouvelles mesures que vous avez à réaliser, selon les prescriptions détaillées dans l'arrêté.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Adjoint de l'Eau et de
l'Assainissement

T. ALIS

Le Directeur des Investissements
et de la Logistique

Thierry VELEINE

Pièces jointes : Projet d'arrêté d'autorisation de déversement
5 simulations financières

Copie : Nelly TALAZAC, Véolia Eau Montpellier

*Remboursement
propre le 05/02/2016*



Commune de Montpellier
Quartier du CHU

Plan des réseaux d'assainissement
PLAN GENERAL

Analyse
Amont n°1
Bilan 24h

Analyse
Amont n°2
Bilan 24h

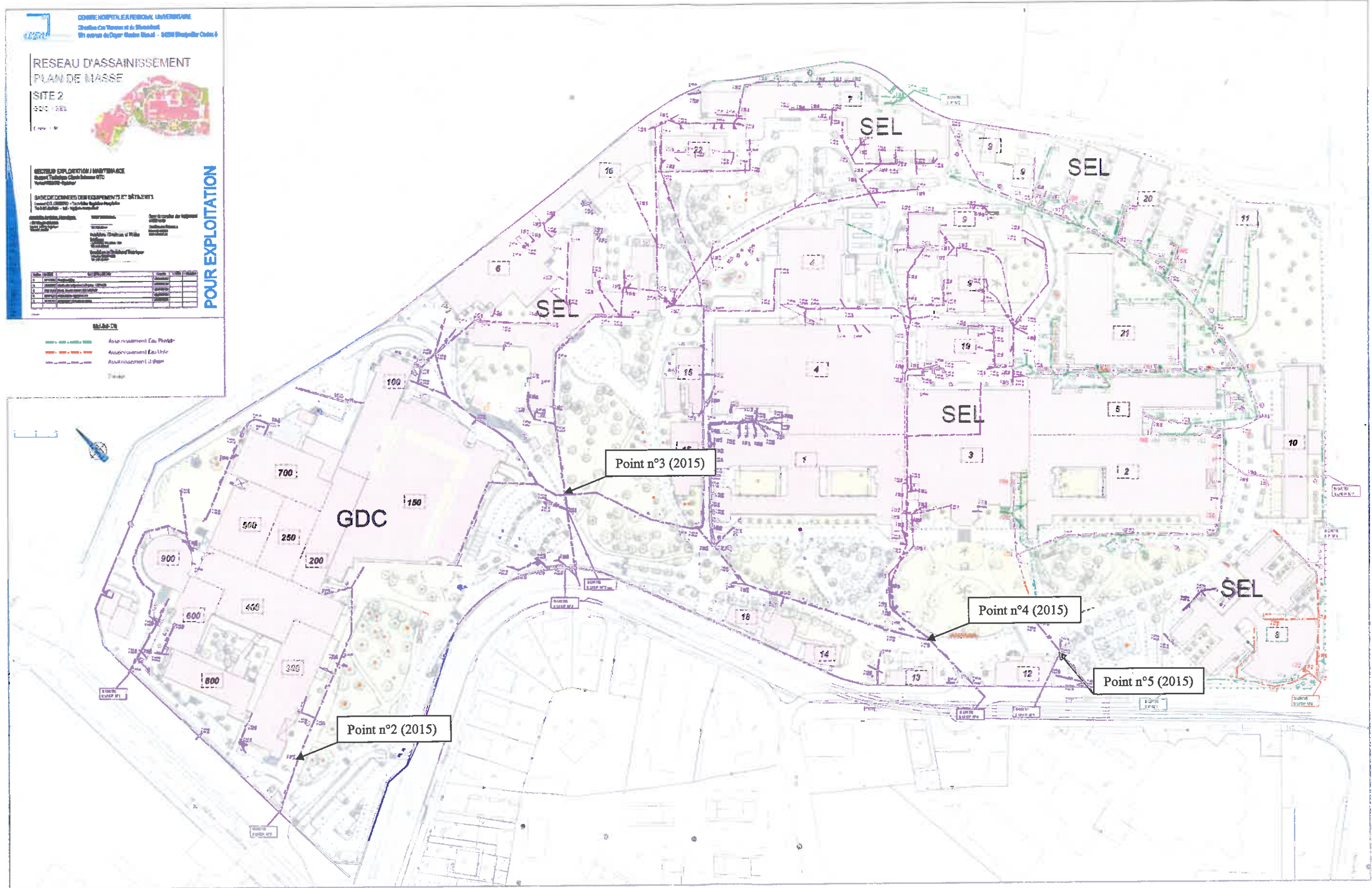
Analyse
Aval
bilan 24h

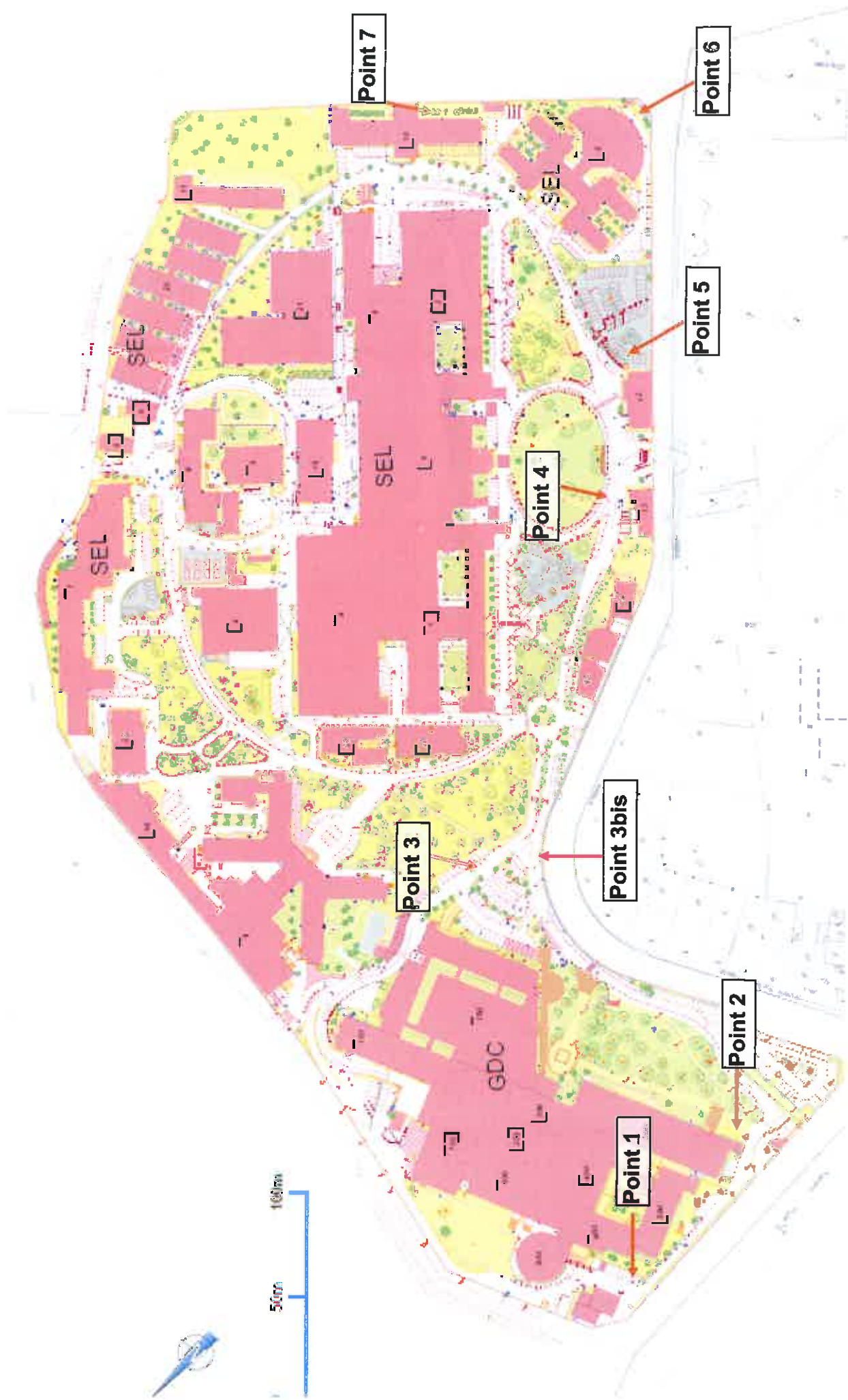
Analyse
ponctuelle

Les informations portées sur cette carte ont un caractère indicatif et n'engagent en aucun cas la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
Source : BD CAD HERAULT - DGI / CG34 - 2004
Réseaux d'assainissement Eaux Usées - Montpellier Agglomération

Edité le 30 mai 2007

Site 2 Plan masse avec implantation des points de prélèvements





**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE
(CHRU Sites 1, 2, CAPE et CSDT)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT);
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU);
dont le siège social est situé au 191 av du doyen Gaston Giraud, Centre Administratif André Benech, à Montpellier 34295 Cedex 5,
représenté par Monsieur BOURRET, en qualité de Directeur Général par intérim du CHRU,
ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 263 400 160 00382

L'Etablissement contient des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1220	Emploi et stockage de l'oxygène	Autorisation
2910-A	Installations de combustion	Autorisation
2920-2	Réfrigération, compression	Autorisation

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU)
comprend trois sites concernés par le présent arrêté :

1) Site 1 qui comprend 6 entités :

- l'Hôpital de Lapeyronie
- l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- l'Hôpital de la Colombière
- l'Hôpital Antonin Balmes
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE)
- le Centre Administratif André Benech

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles*de localisation
Lapeyronie	191, avenue du Doyen Gaston Giraud	MW 248
Arnaud de Villeneuve		NP 176
André Benech		AX 54
Colombière	39 avenue Charles Flahaut	MV 99
Antonin Balmes	39, avenue Charles Flahaut	MV 99
IFE	1146, avenue du Père Soulas	MV 99

Parcelles appartenant à l'établissement : NP 48, 150, 176 et 174, MV 34, 43, 97, 98, 99, 227, 231, 248, 249 et 250, MX 116, 118, 119 et 174, MT 54.

Les entités, Hôpital de Lapeyronie et Hôpital Arnaud de Villeneuve, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

dans le réseau séparatif, via les branchements situés sur le collecteur traversant les parcelles cis nommées.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,

- La Médecine Nucléaire,
- L'Endocrino-métabolique,
- La Parasitologie,
- La Psychiatrie,
- Le Centre de secours,
- Le Laboratoire/activité de synthèse chimique,
- La Toxicologie /activité fabrication de médicaments,
- La Gériatrie,
- La Restauration (self),
- La piscine (internat), etc.

2) Site 2 qui comprend 4 entités :

- l'Hôpital Saint Eloi
- l'Hôpital Gui de Chauliac
- l'Hôpital Bellevue
- l'Ecole de Kinésithérapie

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles*de localisation
Saint Eloi	2 avenue Bertin Sans	AX 54
Gui de Chauliac		
Bellevue	1 place Jean Baumel	AN 223
Ecole de Kinésithérapie	1 place Jean Baumel	AN 223

Les entités, Hôpital de Saint Eloi et Hôpital et Gui de Chauliac, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,
- La Biothérapie,
- L'Hématologie,
- Les Neurosciences,
- La Médecine Nucléaire,
- La biologie-pathologie,
- L'Immunologie,
- La Gériatrie,
- L'Enseignement,
- La Restauration (self), etc.

dans le réseau séparatif, via les branchements situés Avenue Bertin Sans et Rue du Truel à Montpellier.

3) Site CSDT qui comprend 1 entité : le Centre de Soins Dentaires (CSDT)

situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier 34295

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TO 82, 86, 87 et 89.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : centre de recherche et d'enseignement en soins dentaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins dentaires
- La Fabrication de prothèse

dans le réseau séparatif, via un branchement situé à l'intersection de l'avenue de l'Europe et de l'avenue de Gimel à Montpellier.

4) **Site CAPE**, qui comprend 1 entité : le Centre d'Accueil Petite Enfance « l'Ostal dels pichonets »

situé 13 avenue du Professeur Grasset,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BTO 333 et 334,

est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de centre d'accueil social

dans le réseau séparatif, via les branchements situés rues Crova, Atgier Hazard de Forcrand, Pierre d'Adhémar et Professeur Grasset à Montpellier.

Les effluents de tous ces sites sont traités par la station d'épuration de Maéra à Lattes.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité dont les rejets sont classés autres que domestiques.

Pour les sites suivants :

- le Centre d'Accueil Petite Enfance : l'Ostal dels pichonets dénommé CAPE,
- l'Hôpital de la Colombière,
- l'Hôpital de Balmes,
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE),
- Centre Administratif André Benech comprenant exclusivement des activités administratives,
- l'Hôpital Bellevue,
- l'Ecole de Kinésithérapie,

Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques car ces entités ont des activités qui génèrent des rejets domestiques ou assimilés domestiques. Elles seront classées comme telles tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

En cas de contrôle des rejets sur les entités nommées ci-dessus, si les résultats s'avéraient positifs (effluents classés autres que domestiques) l'arrêté serait modifié en conséquence avec des prescriptions particulières pour les entités concernées.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les entités, de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

- sur le site 1 : l'Hôpital de Lapeyronie
l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- sur le site 2 : l'Hôpital Saint Eloi
l'Hôpital Gui de Chauliac

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE, dont les entités ont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

- sur le site 1 : l'Hôpital La Colombière,
l'Hôpital Antonin Balmés,
le Centre Administratif Benech,
l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE)
- sur le site 2 : l'Hôpital Bellevue
l'Ecole de Kinésithérapie
- le CSDT
- le CAPE

est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique (la Colombière, Antonin Balmés, Centre Administratif Benech, IFE, Bellevue, Ecole de Pharmacie et CAPE) ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté (CSDT).

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Le Président de Montpellier
Méditerranée Métropole
Monsieur Philippe SAUREL
Par délégation
Monsieur René REVOL**

Fait à Montpellier, le

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1: Glossaire - définitions

Annexe 2 : Coordonnées des différents acteurs concernés

1. Etablissement
2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M)
3. Exploitant

SITE 1 Hôpitaux Lapeyronie, Arnaud de Villeneuve, La Colombière, Antonin Balmes, le Centre Administratif Benech et l'Institut des Formations et des Ecoles (page 17 à 27)

Annexe 3 SITE 1 : Prescriptions techniques

1. Généralités
2. Caractéristiques de l'Etablissement
 - 2.1. Nature des activités
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement
 - 2.3. Plan des installations
 - 2.4. Usages de l'eau
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements
 - 2.4.2. Usages de l'eau
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés
 - 2.6. Déchets générés par l'activité
3. Conditions techniques
 - 3.1. Branchements
 - 3.2. Réseau de refoulement privé
4. Admissibilité des rejets
 - 4.1. Pré-traitement
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle
 - 4.4 Volumes
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution
 - 4.5.1. Métrologie
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières
 - 4.5.4. Auto-surveillance
 - 4.5.5. Contrôles inopinés
5. Echancier de mise en conformité
 - 5.1. Mise en conformité des équipements
 - 5.2. Mise en conformité des rejets

SITE 2 Hôpitaux de Saint Eloi, Gui de Chauillac, Bellevue et Ecole de Kinésithérapie
(page 28 à 38)

Annexe 3 SITE 2: Prescriptions techniques

- 1. Généralités**
- 2. Caractéristiques de l'Etablissement**
 - 2.1. Nature des activités**
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**
 - 2.3. Plan des installations**
 - 2.4. Usages de l'eau**
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements**
 - 2.4.2. Usages de l'eau**
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**
 - 2.6. Déchets générés par l'activité**
- 3. Conditions techniques**
 - 3.1. Branchements**
 - 3.2. Réseau de refoulement privé**
- 4. Admissibilité des rejets**
 - 4.1. Pré-traitement**
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration**
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**
 - 4.4 Volumes**
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution**
 - 4.5.1. Métrologie**
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :**
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés**
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières**
 - 4.5.4. Auto-surveillance**
 - 4.5.5. Contrôles inopinés**
- 5. Echancier de mise en conformité**
 - 5.1. Mise en conformité des équipements**
 - 5.2. Mise en conformité des rejets**

SITE CSDT (page 39 à 47)

Annexe 3 SITE CSDT: Prescriptions techniques

- 1. Généralités**
- 2. Caractéristiques de l'Etablissement**
 - 2.1. Nature des activités**
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**
 - 2.3. Plan des installations**
 - 2.4. Usages de l'eau**
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements**
 - 2.4.2. Usages de l'eau**
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**
 - 2.6. Déchets générés par l'activité**
- 3. Conditions techniques**
 - 3.1. Branchements**
 - 3.2. Réseau de refoulement privé**

- 4. Admissibilité des rejets**
 - 4.1. Pré-traitement**
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration**
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**
 - 4.4 Volumes**
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution**
 - 4.5.1. Métrologie**
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :**
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés**
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières**
 - 4.5.4. Auto-surveillance**
 - 4.5.5. Contrôles inopinés**
- 5. Echéancier de mise en conformité**
 - 5.1. Mise en conformité des équipements**
 - 5.2. Mise en conformité des rejets**

Annexe 4 : Clauses financières

Délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques

Annexe 5 : Plans

Plans masses avec implantation des points de rejets et des prélèvements pour les Sites 1 et 2
Plan masse CSDT

Annexe 6 : Récapitulatif

Liste exhaustive des analyses et de leurs fréquences pour l'ensemble des sites

1. EAUX USEES DOMESTIQUES

Article R214-5 du Code de l'Environnement : « Constituent un usage domestique de l'eau, au sens de l'article L. 214-2, les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m³ d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO₅. »

En conséquence on entend par eaux usées domestiques :

- Les eaux vannes (urines et matières fécales) ;
- Les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes,...)

2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

3. EAUX INDUSTRIELLES ET ASSIMILEES

Sont classées dans les eaux non domestiques, tous les rejets d'eaux provenant d'une utilisation autre que domestique (au sens de l'article R214-5 du Code de l'Environnement), issues des activités professionnelles d'entretien et d'exploitation notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale, artisanale ou autres. Sont notamment assimilées à ces eaux, les eaux claires (eaux de pompage dans la nappe, eaux de rabattement de nappe, eaux de refroidissement / chauffage / rafraîchissement, eaux de piscines collectives, eaux de process traitées) et les eaux issues des aires de lavage.

ANNEXE 2 : COORDONNÉES DES DIFFÉRENTS ACTEURS CONCERNÉS

1. Etablissement

- Nom et Prénom du responsable de l'Etablissement : Monsieur BOURRET
- Qualité : Directeur Général par intérim du CHU
- Téléphone : Fixe : 04 67 33 93 02
- Télécopie : 04 67 33 67 73
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de l'Etablissement : Monsieur Nicolas MATHIS
- Qualité : Ingénieur Responsable Installations Sanitaires Thermiques Climatiques Fluides Médicaux
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04 67 33 91 55 Portable : 06 71 60 72 76
- @mel de cet interlocuteur : n-mathis@chu-montpellier.fr
- Nom du propriétaire : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU)
- Nom du Syndic (ou du propriétaire) si c'est une copropriété : Sans objet

2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M)

- Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt)
- Service Maîtrise du Service Public (MSP)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Adresse : 50, place Zeus – CS 39556
34961 MONTPELLIER CEDEX 02
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de M3M : Monsieur Yvon DANVERT.
- Qualité : Ingénieur, Responsable de la cellule CRIDt
- Téléphone : Fixe : 04 67 13 64 39 Portable : 06 71 27 93 83
- Télécopie : 04 67 13 69 01
- @mel : y.danvert@montpellier3m.fr
- Secrétariat : 04 67 13 64 21

3. Exploitant

- Nom et Prénom du représentant de l'Exploitant : Mr Arnaud LAVALETTE
- Qualité : Directeur Exploitation – Centre Languedoc Roussillon
- Téléphone : Fixe : 04.67.20.73.73
- Télécopie : 04.67.20.74.40
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'Arrêté au sein de l'entreprise Exploitante : Madame Nelly TALAZAC
- Qualité : Chargée des relations avec les industriels
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04.67.20.74.36 Portable : 06.21.10.31.93
- @mel : nelly.talazac@veolia.com
- Astreinte au : 0 969 323 552

SITE 1

Hôpital Lapeyronie

Hôpital Arnaud de Villeneuve

Hôpital La Colombière

(Sans prescriptions techniques particulières)

Hôpital Antonin Balmes

(Sans prescriptions techniques particulières)

Institut des Formations et des Ecoles

(Sans prescriptions techniques particulières)

Centre Administratif Benech

(Sans prescriptions techniques particulières)

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 1, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisé dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site1 sont :

Hôpital Lapeyronie :

- Soins Urgences,
- Imagerie médicale,
- Blocs opératoires,
- Service anesthésie réanimation,
- Médecine nucléaire,
- Laboratoire de radio analyse et biochimie,
- Laboratoire de bactériologie virologie,
- Laboratoire de Biochimie,
- Laboratoire in vitro de médecine Nucléaire,
- Service de thanatologie,
- Laboratoire hormonologie du développement et reproduction,
- Traitement des pathologies urologiques, néphrologiques, endocrine, métaboliques, Hématologiques, rhumatologiques, orthopédiques,
- Garage et lavage et Services Techniques,
- Divers : désinfection, stérilisation,
- Restauration (Self),
- Piscine (Internat), etc.

Hôpital Arnaud de Villeneuve :

- Laboratoire de bactériologie-virologie,
- Laboratoire cytogénétique,
- Laboratoire cellulaire et hormonal,
- Pôle cardio-pneumologique,
- Pôle femme-enfant,
- Divers : désinfection, anesthésie, etc.

Hôpital La Colombière : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Psychiatrie,
- Traitement des toxicodépendances et addictions,

Hôpital Antonin Balmes : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Gériatrie,

Institut des Formations et des Ecoles (IFE) : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Centre d'enseignement,

Centre Administratif Benech : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Administration,

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement (données 2009)

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année :

Effectif de l'Etablissement : 10 000 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :

24 heures / jour 7 jours / semaine 12 mois / an.

Fréquentation annuelle du site (données générales 2009) :

Nombre de lits et places : 2 751 (2186 lits et 565 places) dont :

Lapeyronie :	564 lits et 88 places	} Nombre de séjours : 207 161 Nombre de journée: 648 240 Nombre de séances: 135 150
Arnaud de Villeneuve :	410 lits et 65 places	
La Colombière :	324 lits et 304 places	
Antonin Balmes	150 lits et 10 places	

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 336 604 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe) (données 2012)

2.4.2. Usages de l'eau

Les usages de l'eau sont les suivants :

- Domestiques et vie du centre,
- Soins et traitements,
- Lavage,
- Nettoyage,
- Equipements,
- Arrosage (Forage).

Usage domestique et industriel : 922,2 m³/jour (moyenne). (données 2010)

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants : (données 2012)

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins médicaux	Produits pharmaceutiques
Médecine nucléaire	Produits radioactifs
Laboratoires	Produits pour automates d'analyses et appareils d'imagerie
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau
Garage	Hydrocarbures, huiles, liquide de refroidissement et de frein, détergents, pot catalytique, etc.
Aire de lavage	Détergent
Piscine	Chlore, etc.
Maintenance BTP (services techniques)	Peinture, Solvants, Ferraille, Bois, Plastiques, Encombrants, Papier, Cartons, Aérosols, Batteries et accumulateurs, dispositifs médicaux, Plomb, Mercure, Tubes néons, Lampes à mercure et sodium, etc.

L'Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant dans les locaux de l'Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de l'arrêté.

2.6. Déchets générés par l'activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d'assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d'assainissement (O/N)	Mode d'élimination
Produits pharmaceutiques	704 tonnes	Non	Incinération et emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Opération chirurgicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de biologie médicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'anatomo-pathologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits chambre mortuaire (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de bactériologie virologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de cellulaire et hormonal (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits des autres traitements des pathologies (DASRI)	Non précisé	Non	Réseau EU
Balnéothérapie (brûlé)	Non précisé	Oui	
Produits radioactifs	0,67 tonne	Oui après traitement	Cuves de décroissance (x m3) et rejet réseau EU
Stérilisation	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits pour automates d'analyses	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Traitement de l'instrumentation	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Produits de traitement de l'eau (sels pour régénérer les résines échangeuses)	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage (purgés, condensats)	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Résidus de lavage de filtre piscine	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures, huiles	Non précisé	Oui après traitement	Séparateur à hydrocarbures emport par société spécialisée et agréée, réseau EU Cf. § 4.2.
Résidus d'aire de lavage	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU après séparateur à hydrocarbures et débourbeur Cf. § 4.2.
Liquide de refroidissement, de frein et fluides de systèmes hydrauliques	Non précisé	Non	Tri sélectif, récupération et valorisation Cf. § 4.2.
Détergents et produits chimiques	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Peinture, solvants	Non précisé	Non	

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Oui	Non	Non	Non
Eaux usées industrielles	Oui	Non	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Non	Oui	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- des branchements au réseau d'eaux usées, sur le collecteur traversant les parcelles du CHRU, recevant les effluents de type domestiques et non domestiques, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- des branchements au réseau pluvial, situés avenue Charles Flahaut et des déversements dans le milieu naturel, cours d'eau «Le Verdanson», recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant : (données 2012)

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Produits radioactifs	Décroissance	> 20 000 l/an	Cf. § 2.6
Rejets d'automates d'analyses	Station Effluent	Non précisé	Réseau EU
Voirie	Séparateur à hydrocarbures et débourbeur	Non précisé	Réseau EU
Garage et ateliers (S.T)		Non précisé	Réseau EU
Aire de lavage		Non précisé	Réseau EU
Restauration	Bacs à graisse (x1)	Non précisé	Réseau EU

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant :

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 4)	2 fois par an	2 fois par an
Bacs à graisse self (x1)	2 fois par an	2 fois par an
Débourbeur	2 fois par an	2 fois par an
Décroissance radioactive (2 cuves)	Autant que de besoins	Autant que de besoins

L'Etablissement justifie auprès de la de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes : (données 2012)

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits radioactifs liquide (polybonbonne, sac à déchets)	Non précisé	Tri et prise en charge par société spécialisée
Filtres de sorbonne (radioactif : sac à déchets)	Non précisé	
Produits d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)	32.44	
Produits issus des laboratoires (Bidon 5à 100l)		
Produits coupant, piquant (DMI) (Container à aiguille)		
Dispositifs médicaux implantables (pacemaker, etc.)	0.01	
Huiles alimentaires (bidon 200l)	2.33	
Peinture, solvants, aérosols (Bidon)	0.12	
Liquide de refroidissement et de frein et autres fluides de système hydraulique (Bidon 5à 100l)	0.11	
Plomb, mercure (Contenant spécifique)	0.04	
Tubes néons, lampe à mercure et sodium, etc. (Carton)	1.58	
Pot catalytique	Non précisé	
Produits pour automates d'analyses	Non quantifié	

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits ménagers	1610	Tri par catégorie et collecte OM
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	157	Décharge
Hydrocarbures (vidange), huiles et graisses (Bidon)	4.200	Prise en charge par société spécialisée
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Ferraille (Benne)	44	Récupération et valorisation
Bois et palette (Benne)	3.34	Récupération et valorisation
Plastiques (Benne)	Non précisé	Récupération et valorisation
Papier, Cartons (Benne)	267	
Encombrant, déchets inertes (Benne)	32.72	
Produits électriques et électroniques (DEEE) (Benne)	9.2	
Filtres à huile et autres	0.11	Prise en charge par société spécialisée
Batteries et accumulateurs, piles	0.385	Récupération par fournisseur
Pneumatiques	Non précisé	
Cartouches d'encre (Container)	Non précisé	

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au process :

- de production (soins, chauffage, équipements, etc.),
- de refroidissement (réfrigération, etc.),

L'eau est prétraitée (par adoucisseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.
L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m³	N° d'abonné	Utilisations
Distribution publique	150 932	2035101100534501 2035101100443301 2035101100534701 (Lapeyronie)	Domestique, soins, lavage nettoyage, chauffage, réfrigération et autres équipements
<input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	73 343	20351011005390 01 (Arnaud de Villeneuve)	
	144 966 0	2035101100523401 (La Colombière) (Antonin Balmes)	
		Alimenté sur autre bâtiment	
Alimentation autonome			
Pompage en nappe			
<input checked="" type="checkbox"/> Forage – puits	Non précisé		Uniquement arrosage
TOTAL	369 241		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 1, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée. Le volume rejeté sera basé sur la consommation de l'alimentation d'eau potable (AEP) des entités soumises à la redevance des rejets non domestiques.

Les lieux d'implantation des prélèvements d'échantillons pour les analyses sont stipulés sur le plan de localisation en Annexe 5. Ils sont au nombre de trois (3) : 2 en amont (dénommé dans l'Annexe 5 : Analyse Bilan 24h Amont n°1 et 2) et 1 en aval (dénommé dans l'Annexe 5 : Analyse Bilan 24h Aval).

Leurs repérages géographiques sont précisés en Annexe 5.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés pour l'ensemble du site 1 : (données 2010)

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté est estimé à : 224 275 m³.
(Sont pris en compte les 2 entités suivantes : Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve)

	Débits moyennés	Débits maxima autorisés
débit journalier :	614 m ³ /jour	1012 m ³ /jour
débit horaire instantané :	25,6 m ³ /heure	43 m ³ /heure
débit instantané :	7,11 l/seconde	12 l/seconde

4.5.3. Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Du fait de la difficulté technique de qualifier les effluents, il est convenu que le calcul des effluents est effectué sur la différence entre la pollution entrante par les 2 deux points amont du site et du point aval du site dont le principe est le suivant :

$(\text{flux entrant 1} + \text{flux entrant 2})/2 = \text{flux moyen entrant}$

$(\text{flux sortant} - \text{flux moyen entrant}) = \text{flux du CHRU}$

$\text{flux du CHRU} / \text{débit estimé (consommation de la ressource) du CHRU}$

$= \text{concentration moyenne du paramètre concerné}$

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	491	24,6	800	960
DCO	1228	61,4	2000	2400
MES	1152	57,6	1876	2251
Azote total Kjeldhal (NTK)	130,2	6,5	212	254
Phosphore total (P)	15,35	0,8	25	30
Matières Inhibitrices (MI)	10438 eq/jour	521 eq/h	17 eq/m3	21 eq/m3
Métox total	1,56	0,08	2,55	3,1
Substances organochlorées (AOX)	0,61	0,03	1	1,2
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne du jour le plus chargé.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	11 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	276 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	276 g/j
Mercurure (Hg)	0.01	5.5 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	138 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	276 g/j
Sélénium (Se)	0.05	27 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	1.6 kg/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	1.1 kg/j
Autres paramètres minéraux		
Chlorures totaux (Cl)	500	276 kg/j
Sulfates (SO ₄)	500	276 kg/j
Magnésium (Mg)	100	55.6 kg/j
Fluor et ses composés (F)	15	8.3 kg/j
Aluminium (Al)	5	2.8 kg/j
Fer (Fe)	5	2.8 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	2.8 kg/j
Cobalt (Co)	2	1.1 kg/j

<i>Autres paramètres minéraux (suite)</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Etain et ses composés (Sn)	2	1.1 kg/j
Nitrites (NO ₂)	1	553 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	55.3 g/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	553 g/j
Sulfures (S)	0.5	276 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	553 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	110.5 g/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	55.3 g/j
Cyanure (CN)	0.1	55.3 g/j
Argent (Ag)	0.1	55.3 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	5.3 kg/j
Détergents cationiques	3	1.7kg/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	83 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	5.53 g/j
Hydrocarbures totaux	5	2.8 kg/j
Phénols	0.02	5.5 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site 1 est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site 1 met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures sur les 3 points de prélèvement cités précédemment dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées au mois de Mars.

L'Etablissement CHRU Site 1 s'engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l'arrêté. Ces résultats d'analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entraînera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, en l'occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'auto-surveillance prévues.

L'Etablissement CHRU Site 1 avertira le service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d'assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d'assainissement à l'Etablissement CHRU Site 1.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'Etablissement CHRU Site 1 sur la base des pièces justificatives produites par le service public d'assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement CHRU Site 1 à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l'échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

SITE 2

Hôpital Saint Eloi

Hôpital Gui de Chauiac

Hôpital Bellevue

(Sans prescriptions techniques particulières)

Ecole de Kinésithérapie

(Sans prescriptions techniques particulières)

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 2, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisé dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site 2 sont :

Hôpital Saint Eloi :

- Immunologie,
- Bactériologie-virologie,
- Biothérapie,
- Hématologie,
- Psychiatrie,
- Soins médicaux,
- Imagerie, etc.

Hôpital Gui de Chauliac :

- Médecine Nucléaire,
- Neurosciences,
- Endocrino-métaboliques, biologie-pathologie,
- Ophtalmologie,
- Neuropédiatrie,
- Oto Rhino laryngologie,
- Laboratoire d'anatomie et cytologie pathologiques, etc.

Hôpital Bellevue : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Gériatrie,

Ecole de Kinésithérapie : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Enseignement.

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année ?

Effectif de l'Etablissement : 10 000 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :
 24 heures / jour,
 7 jours / semaine,
 12 mois / an.

Fréquentation annuelle du site (données générales 2009) :

Nombre de lits et places : 2 751 Lits: 2186 Places: 565

Saint Eloi :	345 lits	73 places	} Nombre de séjours : 207 161 Nombre de journée: 648 240 Nombre de séances: 135 150
Gui de Chauliac :	285 lits	42 places	
Bellevue :	116 lits		

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements (données 2010)

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 143 496 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe)

2.4.2. Usages de l'eau

- Les usages de l'eau sont les suivants :
 - Domestiques et vie du centre,
 - Soins et traitements,
 - Lavage,
 - Nettoyage,
 - Equipements.
- Usage domestique et industriel : 393,14 m³/jour.

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants :

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins médicaux	Produits pharmaceutiques
Médecine nucléaire	Produits radioactifs
Laboratoires	Produits d'automates
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau

L'Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant dans les locaux de l'Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de l'arrêté.

2.6. Déchets générés par l'activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d'assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d'assainissement (O/N)	Mode d'élimination
Produits pharmaceutiques	359 tonnes	Non	Incinération et emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Opération chirurgicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de biologie médicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'hématologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits chambre mortuaire (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de bactériologie virologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'immunologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits des autres traitements des pathologies (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits radioactifs	Non précisé	Oui après traitement	Cuves de décroissance (x m3- non communiqué) et rejet au réseau EU
Stérilisation	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits pour automates d'analyses	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Traitement de l'instrumentation	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Produits de traitement de l'eau	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non précisé	Non	Séparateur à hydrocarbures emport par société spécialisée et agréée, Cf. § 4.2., et rejet au réseau EP
Huiles et graisses	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Résidus d'aire de lavage	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU après séparateur à hydrocarbures et débourbeur Cf. § 4.2.
Liquide de refroidissement, de frein et fluides de systèmes hydrauliques	Non précisé	Non	Tri sélectif, récupération et valorisation Cf. § 4.2.
Détergents et produits chimiques	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Non	Oui	Non	Non
Eaux usées industrielles	Non	Oui	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Oui	Non	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- des branchements au réseau unitaire, situés avenue Bertin Sans à Montpellier, recevant les effluents de type domestiques et non domestiques, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- des branchements au réseau unitaire, situés Avenue Bertin Sans et Rue du Truel à Montpellier recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant : (données 2012)

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Produits radioactifs	Décroissance	> 6 000 l/an	Réseau EU
Voirie	Séparateur à hydrocarbures et débourbeur	Non précisé	Réseau EU
Restauration	Bacs à graisse (x1)	Non précisé	Réseau EU

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres qui assurent la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et en continu avec (sans) asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (informatisé) et sont communiqués annuellement, à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la

disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant : (données 2012)

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 2)	2 fois par an	2 fois par an
Bacs à graisse self (x 1)	2 fois par an	2 fois par an
Débourbeur	2 fois par an	2 fois par an
Décroissance radioactive (1 cuve)	Autant que de besoins	Autant que de besoins

L'Etablissement justifie auprès de la de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes : (données 2012)

Tous les déchets sont triés puis collectés par le service transversal en charge des déchets. Certains déchets sont transférés sur le site 1 pour le regroupement avant évacuation.

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)	Non précisé	Tri et prise en charge par société spécialisée Nom de l'entreprise non communiqué
Produits radioactifs liquide (bonbonne, sac à déchets)	Non précisé	
Filtres de sorbonne (radioactif : sac à déchets)	Non précisé	
Produits issus des laboratoires (Bidon 5 à 100 l)	37,70	
Produits coupant, piquant (DMI) (Container à aiguille)	Non précisé	
Dispositifs médicaux implantables (pacemaker, etc.)	Non précisé	
Huiles alimentaires (bidon 200 l)	1.24	
Peinture, solvants, aérosols (Bidon)	0.248	
Liquide de refroidissement et de frein et autres fluides de système hydraulique (Bidon 5 à 100 l)	Non précisé	
Plomb, mercure (Contenant spécifique)	Non précisé	
Tubes néons, lampe à mercure et sodium, etc. (Carton)	0.615	Tri par catégorie et collecte OM
Filtres à huile et autres	Non précisé	
Produits ménagers	740	Décharge Nom de l'entreprise non communiqué
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	56	Nom de l'entreprise non communiqué
Hydrocarbures, huiles et graisses (Bidon)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération et valorisation Nom de l'entreprise non communiqué
Ferraille (Benne)	37	
Bois et palette (Benne)	Non précisé	
Plastiques (Benne)	Non précisé	
Papier, Cartons (Benne)	206	
Encombrant, déchets inertes (Benne)	Non précisé	
Produits électriques et électroniques (DEEE) (Benne)	Non précisé	Nom de l'entreprise non communiqué
Batteries et accumulateurs, piles	0.306	Container, récupération par fournisseur
Pneumatiques	Non précisé	Nom de l'entreprise non communiqué
Cartouches d'encre	Non précisé	

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au process :

- de production (soins, chauffage, équipements, etc.),
- de refroidissement (réfrigération, etc.),

L'eau est prétraitée (par adoucisseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m³	N° d'abonné	Utilisations
Distribution publique	412	20351011005350 01 (saint Eloi)	Domestique, soins, lavage nettoyage
<input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	131 028	203510110 05310 01 203510110 05309 01 (Gui de Chauliac)	
	12 056	20351014006155 01 (Bellevue)	
TOTAL	143 496		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 2, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée. Le volume rejeté sera basé sur la consommation de l'alimentation d'eau potable (AEP) des entités soumises à la redevance des rejets non domestiques.

Les prélèvements d'échantillons pour les analyses s'effectueront aux points de rejets sur le collecteur principal situé Avenue Emile Bertin Sans. Les lieux d'implantation des prélèvements d'échantillons sont stipulés sur le plan de localisation en Annexe 5. Ils sont au nombre de trois (4) et ils sont dénommés dans l'Annexe 5 : Points n°2,3, 4 et 5.

Du fait de l'impossibilité technique de mettre en place des équipements de comptage sur chaque point de rejet, et en accord avec l'établissement CHU site 2, une répartition des volumes consommés a été réalisée en percentiles pour chaque point de rejet.

Le volume annuel d'eaux consommé pour le site 2 est estimé à : 131 440 m³ (données 2010).

La répartition de la consommation de la ressource en percentiles par point de rejet est la suivante :

- Point 2 (Gui de Chauillac) : 29,2%
- Point 3 (Gui de Chauillac) : 23,3%
- Point 4 (Saint Eloi) : 23,3%
- Point 5 (Saint Eloi) : 23,3%

Le volume rejeté retenu pour chaque point de rejet est le calcul du pourcentage par le volume total consommé pour l'ensemble du site 2.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés :

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté est estimé à : 131 440 m³ (données 2010) (Sont pris en compte les 2 entités suivantes : Saint Eloi et Gui de Chauillac).

Point de rejet n°2

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 38 380 m³ ce qui représente 29,2 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	105 m³/jour	débit journalier :	126 m³/jour
débit horaire :	4,4 m³/heure	débit horaire instantané :	5,25 m³/heure
débit instantané :	1,1 l/seconde	débit instantané :	1,5 l/seconde

4.5.3.1.a. Flux maxima autorisés Point 2 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1.b. Concentrations et charges autorisées Point 2

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	20	1,31	190	300
DCO	49,9	3	474	675
MES	24,2	1,53	240	350
Azote total Kjeldhal (NTK)	7,90	0,40	75	90
Phosphore total (P)	1,60	0,08	15	18
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	4416	220	42	50
METOX	0,09	0,005	0,86	1,15
Substances organochlorées (AOX)	0,21	0,01	2	2,4
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

- * Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.
- ** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée
- *** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,9 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	47,3 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	47,3 g/j
Mercure (Hg)	0.01	1 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	23,7 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	47,3 g/j
Sélénium (Se)	0.05	4,7 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	284 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	190 g/j

Autres paramètres minéraux		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Aluminium (Al)	5	473 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	19 g/j
Argent (Ag)	0.1	9,5 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	9,5 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	95 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	47,3 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	9,5 g/j
Cobalt (Co)	2	190 g/j
Cyanure (CN)	0.1	9,5 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	190 g/j
Fer (Fe)	5	473 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,4 kg/j
Magnésium (Mg)	100	9,4 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	95 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	95 g/j

<i>Autres paramètres minéraux (suite)</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Sulfates (SO ₄)	500	47 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	473 g/j
Sulfures (S)	0.5	47 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	946 g/j
Détergents cationiques	3	284 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	14 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,95 g/j
Hydrocarbures totaux	5	473 g/j
Phénols	0.02	2 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°3

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 30 625 m³
ce qui représente 23,3 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	84 m ³ /jour	débit journalier :	101 m ³ /jour
débit horaire :	3,5 m ³ /heure	débit horaire instantané :	4,2 m ³ /heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,2 l/seconde

4.5.3.2.a. Flux maxima autorisés Point 3 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.2.b. Concentrations et charges autorisées Point 3

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	25,2	1,26	300	360
DCO	63	3,15	750	900
MES	21	1,22	250	350
Azote total Kjeldhal (NTK)	3,2	0,21	38	60
Phosphore total (P)	0,84	0,04	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	252	13	3	3,6
METOX	0,08	0,004	0,9	1,15
Substances organochlorées (AOX)	0,13	0,0063	1,5	1,8
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

<i>Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,51 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	38 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	38 g/j
Mercurure (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	19 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	38 g/j
Sélénium (Se)	0.05	3,8 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	226 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	151 g/j
<i>Autres paramètres minéraux</i>		
Aluminium (Al)	5	378 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	15 g/j
Argent (Ag)	0.1	7,6 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	7,6 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	76 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	37,7 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	7,6 g/j
Cobalt (Co)	2	151 g/j
Cyanure (CN)	0.1	7,6 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	151,1 g/j
Fer (Fe)	5	377,6 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,1 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,6 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	75,5 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	75,5 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	37,8 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	377, 6 g/j
Sulfures (S)	0.5	37,8 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	755,14 g/j
Détergents cationiques	3	226,5 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,32 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,76 g/j
Hydrocarbures totaux	5	377,6 g/j
Phénols	0.02	1,5 g/j
<i>Autres paramètres organiques (suite)</i>		
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°4

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 30 625 m³ ce qui représente 23,3 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	84 m ³ /jour	débit journalier :	101 m ³ /jour
débit horaire :	3,5 m ³ /heure	débit horaire instantané :	4,2 m ³ /heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,2 l/seconde

4.5.3.3.a. Flux maxima autorisés Point 4 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.3.b. Concentrations et charges autorisées Point 4

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	30,2	1,5	360	432
DCO	75,5	3,8	900	1080
MES	41,1	2	490	588
Azote total Kjeldhal (NTK)	5,62	0,3	67	80
Phosphore total (P)	0,84	0,04	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	5202	260	62	74
METOX	0,09	0,005	1,11	1,33
Substances organochlorées (AOX)	0,2	0,01	2,3	2,76
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,5 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	38 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	38 g/j
Mercurure (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	19 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	38 g/j
Sélénium (Se)	0.05	3,8 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	226 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	151 g/j
Autres paramètres minéraux		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Aluminium (Al)	5	377,6 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	15,1 g/j
Argent (Ag)	0.1	7,6 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	7,6 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	76 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	37,8 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	7,6 g/j
Cobalt (Co)	2	151 g/j
Cyanure (CN)	0.1	7,6 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	151 g/j
Fer (Fe)	5	378 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,14 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,6 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	76 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	76 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	37,8 kg/j

Autres paramètres minéraux (suite)		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Sulfites (SO ₃)	5	378 g/j
Sulfures (S)	0.5	37,8 g/j
Autres paramètres organiques		
Détergents anioniques	10	755 g/j
Détergents cationiques	3	226 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,3 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,8 g/j
Hydrocarbures totaux	5	378 g/j
Phénols	0.02	1,5 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°5

Le volume annuel, d’eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 31 808 m³ ce qui représente 24,2 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	87,15 m³/jour	débit journalier :	105 m³/jour
débit horaire :	3,63 m³/heure	débit horaire instantané :	4,4 m³/heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,22 l/seconde

4.5.3.4.a. Flux maxima autorisés Point 5 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.4.b. Concentrations et charges autorisées Point 5

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	27	1,35	310	372
DCO	67,6	3,4	775	930
MES	29,63	1,48	340	408
Azote total Kjeldhal (NTK)	5,93	0,3	68	82
Phosphore total (P)	0,9	0,05	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meqt/l)	183	9,15	2,1	2,52
METOX	0,12	0,006	1,42	1,7
Substances organochlorées (AOX)	0,2	0,01	2,3	2,76
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

<i>Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,6 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	40 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	40 g/j
Mercuré (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	20 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	40 g/j
Sélénium (Se)	0.05	4 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	235 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	157 g/j
<i>Autres paramètres minéraux</i>		
Aluminium (Al)	5	392 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	16 g/j
Argent (Ag)	0.1	8 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	8 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	80 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	4 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	8 g/j
Cobalt (Co)	2	157 g/j
Cyanure (CN)	0.1	8 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	157 g/j
Fer (Fe)	5	392 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,2 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,9 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	80 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	80 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	40 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	392 g/j
Sulfures (S)	0.5	40 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	790 g/j
Détergents cationiques	3	236 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,8 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,8 g/j
Hydrocarbures totaux	5	392 g/j
Phénols	0.02	1,6 g/j
<i>Autres paramètres organiques (suite)</i>		
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées. Toute exploitation de forage ou d'achat d'eau brute sera déclarée au service public d'assainissement dans les 15 jours après sa mise en service.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site 2 est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site 2 met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures sur les 4 points de prélèvement cités précédemment dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées au mois de Mars.

L'Etablissement CHRU Site 2 s'engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l'arrêté. Ces résultats d'analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entrainera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, en l'occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'auto-surveillance prévues.

L'Etablissement CHRU Site 2 avertira le service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d'assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d'assainissement à l'Etablissement CHRU Site 2.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'Etablissement CHRU Site 2 sur la base des pièces justificatives produites par le service public d'assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement CHRU Site 2 à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l'échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

5.2. Mise en conformité des rejets

Points non conformes	Améliorations techniques à réaliser	Date de mise en conformité
Point 2 : Matières Inhibitrices, AOX et rapport DCO/DBO5 élevés	A surveiller, l'usage de certains produits peut en être la cause	Dès la notification du présent arrêté
Point 4 : rapport DCO/DBO5 élevé	Optimiser la gestion des produits dangereux rejetés et emport par société spécialisée	
Point 5 : AOX élevé		

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, assimilées domestiques, en provenance de l'Etablissement CHRU Site CSDT, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisé dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site Centre de Soins Dentaires (CSDT) sont :

- Soins dentaires
- Fabrication de prothèse
- Enseignement

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année ?

Effectif de l'Etablissement : 50 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :
8 heures / jour,
5 jours / semaine,
12 mois / an.

Fréquentation du site : 40 000 personnes par an

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements (données 2010)

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 23 108 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe)

2.4.2. Usages de l'eau

Les usages de l'eau sont les suivants :

- Domestiques et vie du centre,
- Soins et traitements,
- Lavage,
- Nettoyage,
- Equipement.

Usage domestique et industriel : 63,3 m³/jour.

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l’Usager

L’Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants : (données 2012)

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins dentaires	Produits pharmaceutiques et résidus d’intervention dentaire
Prothèse	Produits désinfectant, décontaminant, aseptisant et autres
Laboratoires	Produits d’imagerie
Traitement de l’eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Tours aéroréfrigérées	Produits bactéricides fongicides
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau

L’Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant pour répondre à toute demande d’information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches “produit” et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant dans les locaux de l’Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l’Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l’Etablissement au moment de chaque réexamen de l’arrêté.

2.6. Déchets générés par l’activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d’assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d’assainissement (O/N)	Mode d’élimination
Produits prothèse	Non précisé	Non	DIB
Déchet d’amalgames dentaires	0.058	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Détergents (Silosept, Dentasept)	0.03	Non	
Produits de traitement de l’eau	Non précisé	Oui	Réseau EU
Nettoyage osmoseur	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non précisé	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non précisé	Non	Vidange Cf. § 4.2.et réseau EP

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d’assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Oui	Non	Non	Non
Eaux usées industrielles	Oui	Non	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Non	Oui	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- un branchement au réseau d'eaux usées, situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- un branchement au réseau pluvial, situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier, recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant :

Origine de l'effluent	Installation de prétraitement	Estimation du volume par mois	Point de rejet
Produits prothèse	Décantation (plâtre)	Non précisé	Réseau EU
Soins dentaires	Filtration (déchet d'amalgames dentaires)	Non précisé	Collecte
Voirie	Séparateur à hydrocarbures	Non précisé	Réseau EP

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la

disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant :

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 2)	2 fois par an	2 fois par an
Décanteur (plâtre)	Autant que de besoin	Autant que de besoin
Filtration (amalgames dentaires)	Autant que de besoin	Autant que de besoin

L'Etablissement justifie auprès de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration (données 2012)

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes :

Nature et origine des déchets	Estimation Tonnage (tonnes) annuel	Destination finale
Produits pharmaceutiques (DASRI)	9.96	Emport par société spécialisée et agréée
Produits coupant, piquant	Non précisé	
Détergents : Désinfectant, aseptisant (Dentasept) Décontaminant (Silosept) Et autres	Non précisé	
Déchet d'amalgames dentaires	Non précisé	
Déchet industriel Spécial (DIS)	Non précisé	
Déchet Industriel Banal (DIB)	28.35	Collecte OM
Cartouches d'encre	Non précisé	Récupération par fournisseur
Produits d'imagerie	Non précisé	Récupération par fournisseur
Graisses	Non précisé	Emport par société spécialisée et agréée
Hydrocarbures	Non précisé	
Décanteur (plâtre)	Non précisé	Benne déchets inertes

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au process :

- de production (eau glacée, soins, équipements, etc.),
- de refroidissement (chauffage, réfrigération).

L'eau est prétraitée (par adoucisseur et osmoseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m ³	N° d'abonné	Utilisations
<input checked="" type="checkbox"/> Distribution publique Réseau public d'alimentation en eau potable	23 108	20351015004464 01 20351015004463 01	Domestique, soins, lavage nettoyage et équipement
TOTAL	23 108		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, assimilées domestiques, en provenance de l'Etablissement CHRU Site CSDT, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée sur la consommation d'eau potable.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés :

Le volume annuel, d'eaux usées assimilées domestiques, rejeté est estimé à : 23 000 m³.
(données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés
débit journalier :	88,46 m ³ /jour	97,3 m ³ /jour
débit horaire instantané :	11 m ³ /heure	12,16 m ³ /heure
débit instantané :	3 l/seconde	3,37 l/seconde

4.5.3. Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)
DBO ₅	300	360
DCO	675	810
MES	350	420
Azote total Kjeldhal (NTK)	60	72
Phosphore total (P)	10	12
Matières Inhibitrices (MI)	1	1.2
METOX	1.15	1.38
Substances organochlorées (AOX)	0.25	0.30
Rapport DCO/DBO ₅	< 2,5	
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5	
Température	≤ 25°C	

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Zinc et ses composés (Zn)	2
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5
Nickel et ses composés (Ni)	0.25
Plomb et ses composés (Pb)	0.5
Cadmium (Cd)	0.02
Sélénium (Se)	0.05
Mercure (Hg)	0.01
Chrome et ses composés (Cr)	0.5
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3
Autres paramètres minéraux	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Chlorures totaux (Cl)	500
Sulfates (SO ₄)	500
Magnésium (Mg)	100
Fluor et ses composés (F)	15
Aluminium (Al)	5
Fer (Fe)	5
Sulfites (SO ₃)	5
Cobalt (Co)	2
Etain et ses composés (Sn)	2
Nitrites (NO ₂)	1
Arsenic et ses composés (As)	0.1
Manganèse et ses composés (Mn)	1
Sulfures (S)	0.5
Chlore libre (Cl ₂)	1
Antimoine (Sb)	0.2
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1
Cyanure (CN)	0.1
Argent (Ag)	0.1

<i>Autres paramètres organiques</i>	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Huiles et graisses (sec)	150
Détergents anioniques	10
Détergents cationiques	3
Phénols	0.02
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique
Hydrocarbures totaux	5
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site CSDT est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site CSDT met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé Sonde température Sonde pH
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d’analyses seront effectuées au mois de Mars.
L’Etablissement CHRU Site CSDT s’engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l’arrêté. Ces résultats d’analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l’Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entrainera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l’article 13 de l’arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d’assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d’eaux usées non domestiques transmet au maître d’ouvrage du système de collecte, en l’occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l’acquisition de la donnée, les résultats des mesures d’auto-surveillance prévues.

L’Etablissement CHRU Site CSDT avertira le service public d’assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d’un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d’assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d’assainissement à l’Etablissement CHRU Site CSDT.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l’opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l’Etablissement CHRU Site 2 CSDT sur la base des pièces justificatives produites par le service public d’assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l’Etablissement CHRU Site 2 CSDT à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l’échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

5.2. Mise en conformité des rejets

Compte tenu de la non-conformité des rejets de l’Etablissement aux conditions d’admissibilité dans les réseaux publics d’assainissement, les différentes parties ont décidé, d’un commun accord, d’adopter l’échéancier suivant :

Points non conformes	Améliorations techniques à réaliser	Date de mise en conformité
Rejets de détergent (Silosept, Dentasept) non admissibles dans le réseau collectif	Protocole de stockage, d’emport et d’élimination par une société spécialisée et agréée.	Immédiat dès notification du présent arrêté à l’établissement CHRU Site CSDT

ANNEXE 4 : CLAUSES FINANCIERES

Délibération n°12658 du Conseil Communautaire du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques

Délibération n° 12658



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-sept novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. FRÉCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CALZERGUES, Monsieur L. SERIEYS suppléant de Mme E. LLORET, Madame C. VASSAS-MEJRI suppléant de M. G. PASTOR, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoirs :

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme F. DANAN à Mme A. BRISSAUD, Mme V. DEMON à M. A. LARUE, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. M. FRAYSSE à M. J. MARTINIER, Mme I. GLANIEL à M. Philippe SAUREL, Mme R. ILLAIRE à M. T. BREYSSE, M. J. VERA à Mme M. FOURCADE.

Excusé(es) :

M. J. DOMERGUE, M. J.-L. SAVY

Absent(es) :

M. G. LANNELONGUE, Mme M.-P. PASDELOU

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF - TARIF NON DOMESTIQUE - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le décret 2000-237, modifié par le décret 2007-1339, a réformé la facturation des services d'eau et d'assainissement.

Transposé à l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il prévoit l'application d'un tarif spécifique aux usagers non domestiques qui doit être établi :

- en fonction de paramètres spécifiques au rejet prenant en compte notamment l'importance, la nature, les caractéristiques du déversement, et la quantité d'eau rejetée.
- sur la base du tarif ordinaire appliqué à tous les usagers du service d'assainissement, éventuellement corrigé à l'aide de coefficients tenant compte « du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement ».

La mise en œuvre de ce dispositif réglementaire vient accompagner la politique de l'assainissement en faveur de la reconquête des milieux naturels en incitant à la réduction des pollutions à la source. C'est pourquoi, par la délibération n°8758 du 23 mars 2009, le Conseil Communautaire a adopté des modalités d'application du tarif non domestique sur son territoire. La redevance est ainsi applicable à tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation de déversement. L'assiette de facturation retenue est le volume rejeté. Un coefficient correctif de pollution prend en compte les valeurs mesurées au droit du rejet des principales substances polluantes connues.

Depuis lors, 350 établissements ont été identifiés comme susceptibles de rejeter des effluents non domestiques. Les activités concernées sont diverses : activités industrielles du type menuiserie industrielle, carrosserie, blanchisserie, activités hospitalières, laboratoires, piscines publiques, chaufferies collectives, etc. Toutefois, seuls 40 établissements bénéficient à ce jour d'un arrêté d'autorisation de rejet.

En effet, les études préalables menées systématiquement avec chaque nouvel établissement susceptible d'être concerné révèlent régulièrement des difficultés de mise en œuvre des modalités retenues : les valeurs mesurées de certains paramètres qui entrent dans le calcul du coefficient de pollution retenu engendrent un montant de la redevance non domestique difficilement soutenable économiquement, ou des disparités entre établissements difficiles à justifier. Ces difficultés constituent un réel frein à la poursuite de la politique de réduction des pollutions à la source souhaitée initialement.

C'est pourquoi, il est proposé de faire évoluer les modalités d'application du tarif non domestique. Il s'agit de limiter et d'encadrer la valeur du coefficient de pollution, de manière à réduire les disparités, rendre plus soutenable économiquement la redevance non domestique tout en maintenant son caractère incitatif selon le principe du pollueur-payeur, et ainsi d'accélérer le processus d'élaboration des arrêtés d'autorisation de rejet délivrés par notre Collectivité.

La **Redevance Rejets Non Domestiques (RRND)** qui sera demandée est calculée en multipliant le volume rejeté (**Vr**), par le tarif non domestique (**Tnd**), calculé pour chaque établissement, directement en fonction de la nature des effluents rejetés.

$$RRND = Tnd * Vr$$

Le **coefficient de pollution Cp** est calculé sur la base de paramètres caractérisant la pollution domestique type, définis à partir des données de l'Agence de l'Eau, dont les valeurs de références considérées sont celles retenues par l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration Maera :

$$Cp = (0,20(DCO_1/DCO_4) + 0,20*(DBO_1/DBO_4) + 0,15*(MES_1/MES_4) + 0,15*(NTK_1/NTK_4) + 0,15*(Pti/Ptd) + 0,1*(Metoxi/Metoxd) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre))$$

Les valeurs d'indice i caractérisent l'effluent de l'industriel et les valeurs d'indice d caractérisent l'effluent domestique type tel que défini précédemment.

- Demande Chimique en Oxygène : $DCO_d = 675 \text{ mg/l}$
- Demande Biochimique en Oxygène : $DBO_{5d} = 300 \text{ mg/l}$
- Matières En Suspension : $MES_d = 350 \text{ mg/l}$
- Phosphore total : $Pt_d = 10 \text{ mg/l}$
- Azote Total Kjeldahl : $NTK_d = 60 \text{ mg/l}$
- Métaux Toxiques : $METOX_d = 1.15 \text{ mg/l}$

Les paramètres optionnels, au nombre de 0, 1 ou 2, seront pris en compte dans le calcul de la pollution générée en fonction de risques spécifiques identifiés par la caractérisation de l'effluent rejeté. Ils doivent permettre de sensibiliser l'établissement à l'amélioration de la qualité de ses rejets.

Les paramètres optionnels à retenir sont choisis dans des listes établies par nature de risques induits, et hiérarchisés comme suit :

- le risque pour le personnel d'exploitation intervenant sur les ouvrages de transport et de traitement accueillant les rejets non domestiques.
- le risque environnemental lié à la qualité du milieu naturel en aval du système d'assainissement.
- le risque de dégradation des installations et/ou des équipements de transport et de traitement.
- le risque de contamination des boues issues du traitement de ces effluents.

Un coefficient majorateur M , fonction du rapport DCO/DBO_5 , est ensuite appliqué au coefficient C_p . Ce rapport caractérise le degré de biodégradabilité des effluents et est représentatif de la présence de substances chimiques toxiques. Des valeurs fortes de ce rapport correspondent ainsi à des effluents dont la collecte et le traitement peuvent générer des dysfonctionnements ou des risques pour le personnel, ainsi que des surcoûts d'exploitation. Au-delà d'une valeur de 2.5, l'effluent n'est plus considéré comme biodégradable.

Les valeurs du coefficient M proposées sont les suivantes :

- Rapport $DCO/DBO \leq 2,5$ $M = 1$
- si $2,5 < \text{Rapport } DCO/DBO \leq 5$ $M = 1,2$
- si Rapport $DCO/DBO > 5$ $M = 1,5$

Le prix T_{nd} du mètre cube d'effluent rejeté, est enfin calculé par application d'une formule qui fait croître de façon non linéaire le tarif du mètre cube rejeté avec la pollution associée, suivant la formule :

$$T_{nd} = 0,063(C_p \cdot M)^2 - 0,063(C_p \cdot M) + T_d$$

ou :

- C_p : coefficient de pollution
- M : coefficient majorateur

Afin de rendre la tarification soutenable économiquement, il est proposé d'encadrer le calcul du montant de la redevance comme suit :

- coefficient de pollution nécessairement compris entre 1 et 10
- tarif non domestique plafonné à une valeur maximale valant cinq fois le tarif domestique :
 $T_d \leq T_{RND} \leq 5 \times T_d$

Tous les calculs intermédiaires intervenant dans la détermination du montant de la redevance seront effectués en conservant 4 chiffres significatifs après la virgule, le résultat final étant exprimé en euros et centimes d'euro.

Délibération n° 12658

Ces dispositions tarifaires s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2015 à tout établissement générant des effluents non domestiques, tel que défini au règlement du service et faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation fixant notamment les modalités de mesure du volume et de la pollution rejetés au réseau public d'assainissement.

Tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation à la date des présentes sera informé officiellement de ces nouvelles dispositions.

Il est rappelé que les droits et les devoirs des établissements rejetant des effluents autres que domestiques, y compris les sanctions et les pénalités pour non respect des procédures afférentes, sont précisés dans le Règlement du service public de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par ailleurs, dans le cas de déversement de substances dangereuses ou interdites, les arrêtés d'autorisation de rejet prévoient que l'établissement dispose de 8 jours pour se mettre en conformité. Au-delà de ce délai, si les analyses ne montrent pas d'amélioration, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit de fermer le branchement au réseau d'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'application sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du nouveau tarif non domestique du service public d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 09/12/14
Déposé En Préfecture
Le : 09/12/14

Numéro de l'acte :
034-243400017-20141127-lmc188237-DE-I-1

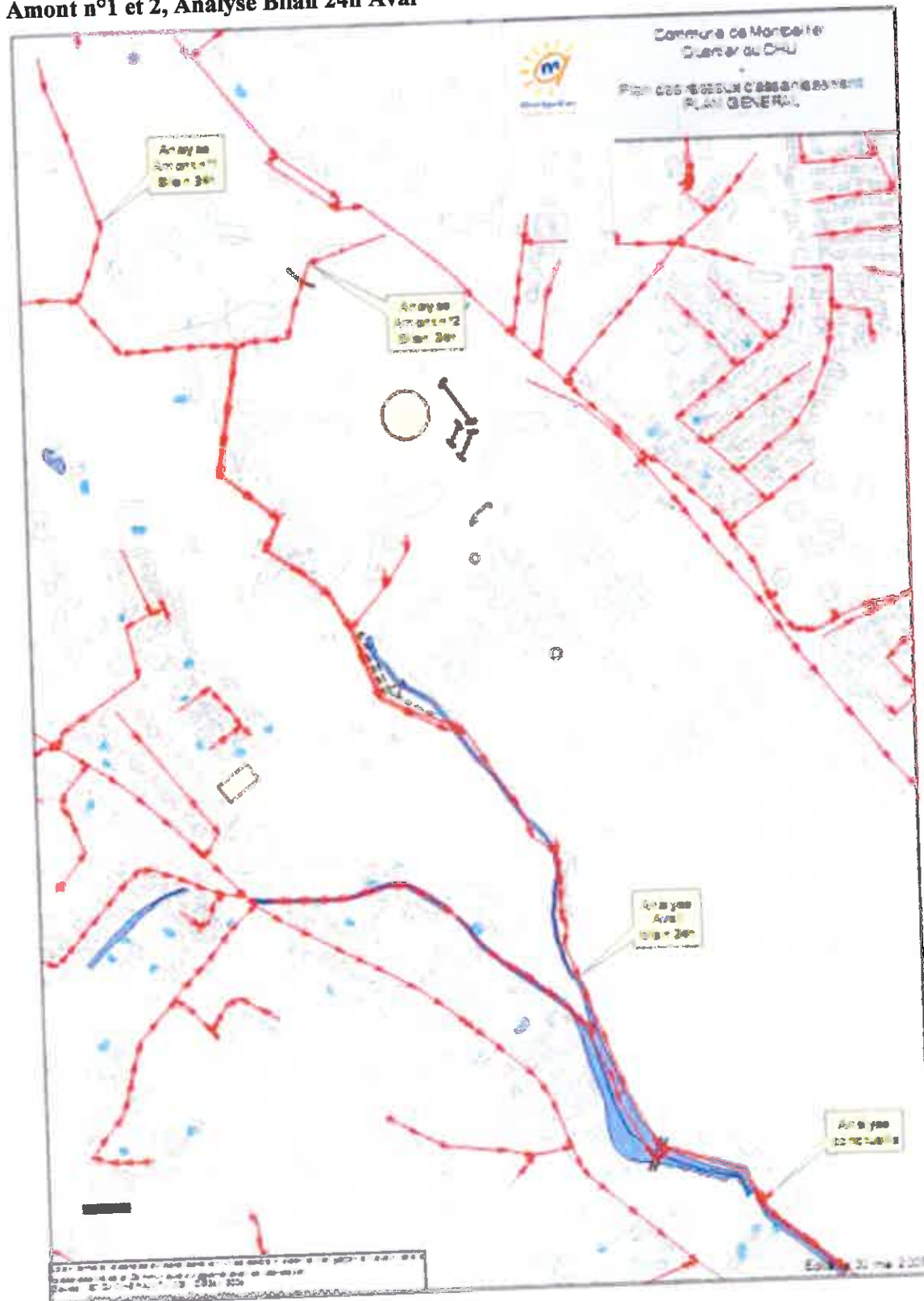
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président.

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ANNEXE 5 : PLANS

Site 1 Plan masse avec implantation des points de prélèvements : Analyse Bilan 24h
Amont n°1 et 2, Analyse Bilan 24h Aval



Site 2 : Plan d'implantation des points de prélèvement :



Site CSDT Plan masse



ANNEXE 6 : RECAPITULATIF

Liste exhaustive des analyses et de leurs fréquences pour l'ensemble des sites 1, 2 et CSDT

Substances	Fréquence	Site 1		Site 2				CSDT	Envoi à M3M
		Point amont	Point aval	Point n°2	Point n°3	Point n°4	Point n°5		
Volume journalier	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
DBO ₅	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
DCO	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
MEST	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Phosphore total (Pt)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
METOX total et détaillé	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
T°	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
pH	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Acide péracétique	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Détergents anioniques	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Détergents cationiques	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Phénols	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE
(CHRU Sites 1, 2, CAPE et CSDT)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT);
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU);
dont le siège social est situé au 191 av du doyen Gaston Giraud, Centre Administratif André Benech, à Montpellier 34295 Cedex 5,
représenté par Monsieur BOURRET, en qualité de Directeur Général par intérim du CHRU,
ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 263 400 160 00382

L'Etablissement contient des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1220	Emploi et stockage de l'oxygène	Autorisation
2910-A	Installations de combustion	Autorisation
2920-2	Réfrigération, compression	Autorisation

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU)
comprend trois sites concernés par le présent arrêté :

1) Site 1 qui comprend 6 entités :

- l'Hôpital de Lapeyronie
- l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- l'Hôpital de la Colombière
- l'Hôpital Antonin Balmes
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE)
- le Centre Administratif André Benech

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles*de localisation
Lapeyronie	191, avenue du Doyen Gaston Giraud	MW 248
Arnaud de Villeneuve		NP 176
André Benech		AX 54
Colombière	39 avenue Charles Flahaut	MV 99
Antonin Balmes	39, avenue Charles Flahaut	MV 99
IFE	1146, avenue du Père Soulas	MV 99

Parcelles appartenant à l'établissement : NP 48, 150, 176 et 174, MV 34, 43, 97, 98, 99, 227, 231, 248, 249 et 250, MX 116, 118, 119 et 174, MT 54.

Les entités, Hôpital de Lapeyronie et Hôpital Arnaud de Villeneuve, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

dans le réseau séparatif, via les branchements situés sur le collecteur traversant les parcelles cis nommées.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,

- La Médecine Nucléaire,
- L'Endocrino-métabolique,
- La Parasitologie,
- La Psychiatrie,
- Le Centre de secours,
- Le Laboratoire/activité de synthèse chimique,
- La Toxicologie /activité fabrication de médicaments,
- La Gériatrie,
- La Restauration (self),
- La piscine (internat), etc.

2) Site 2 qui comprend 4 entités :

- l'Hôpital Saint Eloi
- l'Hôpital Gui de Chauliac
- l'Hôpital Bellevue
- l'Ecole de Kinésithérapie

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles*de localisation
Saint Eloi	2 avenue Bertin Sans	AX 54
Gui de Chauliac		
Bellevue	1 place Jean Baumel	AN 223
Ecole de Kinésithérapie	1 place Jean Baumel	AN 223

Les entités, Hôpital de Saint Eloi et Hôpital et Gui de Chauliac, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,
- La Biothérapie,
- L'Hématologie,
- Les Neurosciences,
- La Médecine Nucléaire,
- La biologie-pathologie,
- L'Immunologie,
- La Gériatrie,
- L'Enseignement,
- La Restauration (self), etc.

dans le réseau séparatif, via les branchements situés Avenue Bertin Sans et Rue du Truel à Montpellier.

3) Site CSDT qui comprend 1 entité : le Centre de Soins Dentaires (CSDT)

situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier 34295
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TO 82, 86, 87 et 89.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : centre de recherche et d'enseignement en soins dentaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins dentaires
- La Fabrication de prothèse

dans le réseau séparatif, via un branchement situé à l'intersection de l'avenue de l'Europe et de l'avenue de Gimel à Montpellier.

4) **Site CAPE**, qui comprend 1 entité : le Centre d'Accueil Petite Enfance « l'Ostal dels pichonets »

situé 13 avenue du Professeur Grasset,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BTO 333 et 334,

est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de centre d'accueil social

dans le réseau séparatif, via les branchements situés rues Crova, Atgier Hazard de Forcrand, Pierre d'Adhémar et Professeur Grasset à Montpellier.

Les effluents de tous ces sites sont traités par la station d'épuration de Maéra à Lattes.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité dont les rejets sont classés autres que domestiques.

Pour les sites suivants :

- le Centre d'Accueil Petite Enfance : l'Ostal dels pichonets dénommé CAPE,
- l'Hôpital de la Colombière,
- l'Hôpital de Balmes,
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE),
- Centre Administratif André Benech comprenant exclusivement des activités administratives,
- l'Hôpital Bellevue,
- l'Ecole de Kinésithérapie,

Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques car ces entités ont des activités qui génèrent des rejets domestiques ou assimilés domestiques. Elles seront classées comme telles tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

En cas de contrôle des rejets sur les entités nommées ci-dessus, si les résultats s'avéraient positifs (effluents classés autres que domestiques) l'arrêté serait modifié en conséquence avec des prescriptions particulières pour les entités concernées.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les entités, de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

- sur le site 1 : l'Hôpital de Lapeyronie
l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- sur le site 2 : l'Hôpital Saint Eloi
l'Hôpital Gui de Chauliac

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE, dont les entités ont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

- sur le site 1 : l'Hôpital La Colombière,
l'Hôpital Antonin Balmés,
le Centre Administratif Benech,
l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE)
- sur le site 2 : l'Hôpital Bellevue
l'Ecole de Kinésithérapie
- le CSDT
- le CAPE

est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique (la Colombière, Antonin Balmés, Centre Administratif Benech, IFE, Bellevue, Ecole de Pharmacie et CAPE) ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté (CSDT).

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Le Président de Montpellier
Méditerranée Métropole
Monsieur Philippe SAUREL
Par délégation
Monsieur René REVOL**

Fait à Montpellier, le

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1: Glossaire - définitions

Annexe 2 : Coordonnées des différents acteurs concernés

1. Etablissement
2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M)
3. Exploitant

SITE 1 Hôpitaux Lapeyronie, Arnaud de Villeneuve, La Colombière, Antonin Balmes, le Centre Administratif Benech et l'Institut des Formations et des Ecoles (page 17 à 27)

Annexe 3 SITE 1 : Prescriptions techniques

1. Généralités
2. Caractéristiques de l'Etablissement
 - 2.1. Nature des activités
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement
 - 2.3. Plan des installations
 - 2.4. Usages de l'eau
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements
 - 2.4.2. Usages de l'eau
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés
 - 2.6. Déchets générés par l'activité
3. Conditions techniques
 - 3.1. Branchements
 - 3.2. Réseau de refoulement privé
4. Admissibilité des rejets
 - 4.1. Pré-traitement
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle
 - 4.4 Volumes
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution
 - 4.5.1. Métrologie
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières
 - 4.5.4. Auto-surveillance
 - 4.5.5. Contrôles inopinés
5. Echancier de mise en conformité
 - 5.1. Mise en conformité des équipements
 - 5.2. Mise en conformité des rejets

SITE 2 Hôpitaux de Saint Eloi, Gui de Chauillac, Bellevue et Ecole de Kinésithérapie
(page 28 à 38)

Annexe 3 SITE 2: Prescriptions techniques

- 1. Généralités**
- 2. Caractéristiques de l'Etablissement**
 - 2.1. Nature des activités**
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**
 - 2.3. Plan des installations**
 - 2.4. Usages de l'eau**
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements**
 - 2.4.2. Usages de l'eau**
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**
 - 2.6. Déchets générés par l'activité**
- 3. Conditions techniques**
 - 3.1. Branchements**
 - 3.2. Réseau de refoulement privé**
- 4. Admissibilité des rejets**
 - 4.1. Pré-traitement**
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration**
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**
 - 4.4 Volumes**
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution**
 - 4.5.1. Métrologie**
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :**
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés**
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières**
 - 4.5.4. Auto-surveillance**
 - 4.5.5. Contrôles inopinés**
- 5. Echancier de mise en conformité**
 - 5.1. Mise en conformité des équipements**
 - 5.2. Mise en conformité des rejets**

SITE CSDT (page 39 à 47)

Annexe 3 SITE CSDT: Prescriptions techniques

- 1. Généralités**
- 2. Caractéristiques de l'Etablissement**
 - 2.1. Nature des activités**
 - 2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**
 - 2.3. Plan des installations**
 - 2.4. Usages de l'eau**
 - 2.4.1. Comptage des prélèvements**
 - 2.4.2. Usages de l'eau**
 - 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**
 - 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**
 - 2.6. Déchets générés par l'activité**
- 3. Conditions techniques**
 - 3.1. Branchements**
 - 3.2. Réseau de refoulement privé**

- 4. Admissibilité des rejets**
 - 4.1. Pré-traitement**
 - 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration**
 - 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**
 - 4.4 Volumes**
 - 4.5 Caractéristiques de la pollution**
 - 4.5.1. Métrologie**
 - 4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**
 - 4.5.2. Débits maxima autorisés :**
 - 4.5.3. Flux maxima autorisés**
 - 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**
 - 4.5.3.2. Prescriptions particulières**
 - 4.5.4. Auto-surveillance**
 - 4.5.5. Contrôles inopinés**
- 5. Echéancier de mise en conformité**
 - 5.1. Mise en conformité des équipements**
 - 5.2. Mise en conformité des rejets**

Annexe 4 : Clauses financières

Délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques

Annexe 5 : Plans

Plans masses avec implantation des points de rejets et des prélèvements pour les Sites 1 et 2
Plan masse CSDT

Annexe 6 : Récapitulatif

Liste exhaustive des analyses et de leurs fréquences pour l'ensemble des sites

1. EAUX USEES DOMESTIQUES

Article R214-5 du Code de l'Environnement : « Constituent un usage domestique de l'eau, au sens de l'article L. 214-2, les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m³ d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO₅. »

En conséquence on entend par eaux usées domestiques :

- Les eaux vannes (urines et matières fécales) ;
- Les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes,...)

2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

3. EAUX INDUSTRIELLES ET ASSIMILEES

Sont classées dans les eaux non domestiques, tous les rejets d'eaux provenant d'une utilisation autre que domestique (au sens de l'article R214-5 du Code de l'Environnement), issues des activités professionnelles d'entretien et d'exploitation notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale, artisanale ou autres. Sont notamment assimilées à ces eaux, les eaux claires (eaux de pompage dans la nappe, eaux de rabattement de nappe, eaux de refroidissement / chauffage / rafraîchissement, eaux de piscines collectives, eaux de process traitées) et les eaux issues des aires de lavage.

ANNEXE 2 : COORDONNÉES DES DIFFÉRENTS ACTEURS CONCERNÉS

1. Etablissement

- Nom et Prénom du responsable de l'Etablissement : Monsieur BOURRET
- Qualité : Directeur Général par intérim du CHU
- Téléphone : Fixe : 04 67 33 93 02
- Télécopie : 04 67 33 67 73
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de l'Etablissement : Monsieur Nicolas MATHIS
- Qualité : Ingénieur Responsable Installations Sanitaires Thermiques Climatiques Fluides Médicaux
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04 67 33 91 55 Portable : 06 71 60 72 76
- @mel de cet interlocuteur : n-mathis@chu-montpellier.fr
- Nom du propriétaire : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU)
- Nom du Syndic (ou du propriétaire) si c'est une copropriété : Sans objet

2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M)

- Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt)
- Service Maîtrise du Service Public (MSP)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Adresse : 50, place Zeus – CS 39556
34961 MONTPELLIER CEDEX 02
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de M3M : Monsieur Yvon DANVERT.
- Qualité : Ingénieur, Responsable de la cellule CRIDt
- Téléphone : Fixe : 04 67 13 64 39 Portable : 06 71 27 93 83
- Télécopie : 04 67 13 69 01
- @mel : y.danvert@montpellier3m.fr
- Secrétariat : 04 67 13 64 21

3. Exploitant

- Nom et Prénom du représentant de l'Exploitant : Mr Arnaud LAVALETTE
- Qualité : Directeur Exploitation – Centre Languedoc Roussillon
- Téléphone : Fixe : 04.67.20.73.73
- Télécopie : 04.67.20.74.40
- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'Arrêté au sein de l'entreprise Exploitante : Madame Nelly TALAZAC
- Qualité : Chargée des relations avec les industriels
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04.67.20.74.36 Portable : 06.21.10.31.93
- @mel : nelly.talazac@veolia.com
- Astreinte au : 0 969 323 552

SITE 1

Hôpital Lapeyronie

Hôpital Arnaud de Villeneuve

Hôpital La Colombière

(Sans prescriptions techniques particulières)

Hôpital Antonin Balmes

(Sans prescriptions techniques particulières)

Institut des Formations et des Ecoles

(Sans prescriptions techniques particulières)

Centre Administratif Benech

(Sans prescriptions techniques particulières)

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 1, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisés dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site1 sont :

Hôpital Lapeyronie :

- Soins Urgences,
- Imagerie médicale,
- Blocs opératoires,
- Service anesthésie réanimation,
- Médecine nucléaire,
- Laboratoire de radio analyse et biochimie,
- Laboratoire de bactériologie virologie,
- Laboratoire de Biochimie,
- Laboratoire in vitro de médecine Nucléaire,
- Service de thanatologie,
- Laboratoire hormonologie du développement et reproduction,
- Traitement des pathologies urologiques, néphrologiques, endocrine, métaboliques, Hématologiques, rhumatologiques, orthopédiques,
- Garage et lavage et Services Techniques,
- Divers : désinfection, stérilisation,
- Restauration (Self),
- Piscine (Internat), etc.

Hôpital Arnaud de Villeneuve :

- Laboratoire de bactériologie-virologie,
- Laboratoire cytogénétique,
- Laboratoire cellulaire et hormonal,
- Pôle cardio-pneumologique,
- Pôle femme-enfant,
- Divers : désinfection, anesthésie, etc.

Hôpital La Colombière : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Psychiatrie,
- Traitement des toxicodépendances et addictions,

Hôpital Antonin Balmes : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Gériatrie,

Institut des Formations et des Ecoles (IFE) : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Centre d'enseignement,

Centre Administratif Benech : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Administration,

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement (données 2009)

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année :

Effectif de l'Etablissement : 10 000 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :

24 heures / jour 7 jours / semaine 12 mois / an.

Fréquentation annuelle du site (données générales 2009) :

Nombre de lits et places : 2 751 (2186 lits et 565 places) dont :

Lapeyronie :	564 lits et 88 places	} Nombre de séjours : 207 161 Nombre de journée: 648 240 Nombre de séances: 135 150
Arnaud de Villeneuve :	410 lits et 65 places	
La Colombière :	324 lits et 304 places	
Antonin Balmes	150 lits et 10 places	

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 336 604 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe) (données 2012)

2.4.2. Usages de l'eau

Les usages de l'eau sont les suivants :

- Domestiques et vie du centre,
- Soins et traitements,
- Lavage,
- Nettoyage,
- Equipements,
- Arrosage (Forage).

Usage domestique et industriel : 922,2 m³/jour (moyenne). (données 2010)

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants : (données 2012)

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins médicaux	Produits pharmaceutiques
Médecine nucléaire	Produits radioactifs
Laboratoires	Produits pour automates d'analyses et appareils d'imagerie
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau
Garage	Hydrocarbures, huiles, liquide de refroidissement et de frein, détergents, pot catalytique, etc.
Aire de lavage	Détergent
Piscine	Chlore, etc.
Maintenance BTP (services techniques)	Peinture, Solvants, Ferraille, Bois, Plastiques, Encombrants, Papier, Cartons, Aérosols, Batteries et accumulateurs, dispositifs médicaux, Plomb, Mercure, Tubes néons, Lampes à mercure et sodium, etc.

L'Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant dans les locaux de l'Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de l'arrêté.

2.6. Déchets générés par l'activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d'assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d'assainissement (O/N)	Mode d'élimination
Produits pharmaceutiques	704 tonnes	Non	Incinération et emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Opération chirurgicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de biologie médicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'anatomo-pathologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits chambre mortuaire (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de bactériologie virologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de cellulaire et hormonal (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits des autres traitements des pathologies (DASRI)	Non précisé	Non	Réseau EU
Balnéothérapie (brûlé)	Non précisé	Oui	
Produits radioactifs	0,67 tonne	Oui après traitement	Cuves de décroissance (x m3) et rejet réseau EU
Stérilisation	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits pour automates d'analyses	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Traitement de l'instrumentation	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Produits de traitement de l'eau (sels pour régénérer les résines échangeuses)	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage (purges, condensats)	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Résidus de lavage de filtre piscine	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures, huiles	Non précisé	Oui après traitement	Séparateur à hydrocarbures emport par société spécialisée et agréée, réseau EU Cf. § 4.2.
Résidus d'aire de lavage	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU après séparateur à hydrocarbures et débourbeur Cf. § 4.2.
Liquide de refroidissement, de frein et fluides de systèmes hydrauliques	Non précisé	Non	Tri sélectif, récupération et valorisation Cf. § 4.2.
Détergents et produits chimiques	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Peinture, solvants	Non précisé	Non	

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Oui	Non	Non	Non
Eaux usées industrielles	Oui	Non	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Non	Oui	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- des branchements au réseau d'eaux usées, sur le collecteur traversant les parcelles du CHRU, recevant les effluents de type domestiques et non domestiques, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- des branchements au réseau pluvial, situés avenue Charles Flahaut et des déversements dans le milieu naturel, cours d'eau «Le Verdanson», recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant : (données 2012)

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Produits radioactifs	Décroissance	> 20 000 l/an	Cf. § 2.6
Rejets d'automates d'analyses	Station Efflunet	Non précisé	Réseau EU
Voirie		Non précisé	Réseau EU
Garage et ateliers (S.T)	Séparateur à hydrocarbures et débourbeur	Non précisé	Réseau EU
Aire de lavage		Non précisé	Réseau EU
Restauration	Bacs à graisse (x1)	Non précisé	Réseau EU

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant :

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 4)	2 fois par an	2 fois par an
Bacs à graisse self (x1)	2 fois par an	2 fois par an
Débourbeur	2 fois par an	2 fois par an
Décroissance radioactive (2 cuves)	Autant que de besoins	Autant que de besoins

L'Etablissement justifie auprès de la de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes : (données 2012)

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits radioactifs liquide (polybonbonne, sac à déchets)	Non précisé	Tri et prise en charge par société spécialisée
Filtres de sorbonne (radioactif : sac à déchets)	Non précisé	
Produits d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)	32.44	
Produits issus des laboratoires (Bidon 5à 100l)		
Produits coupant, piquant (DMI) (Container à aiguille)		
Dispositifs médicaux implantables (pacemaker, etc.)		
Huiles alimentaires (bidon 200l)	0.01	
Peinture, solvants, aérosols (Bidon)	2.33	
Liquide de refroidissement et de frein et autres fluides de système hydraulique (Bidon 5à 100l)	0.12	
Plomb, mercure (Contenant spécifique)	0.11	
Tubes néons, lampe à mercure et sodium, etc. (Carton)	0.04	
Pot catalytique	1.58	
Produits pour automates d'analyses	Non précisé	
	Non quantifié	

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits ménagers	1610	Tri par catégorie et collecte OM
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	157	Décharge
Hydrocarbures (vidange), huiles et graisses (Bidon)	4.200	Prise en charge par société spécialisée
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Ferraille (Benne)	44	Récupération et valorisation
Bois et palette (Benne)	3.34	Récupération et valorisation
Plastiques (Benne)	Non précisé	Récupération et valorisation
Papier, Cartons (Benne)	267	
Encombrant, déchets inertes (Benne)	32.72	
Produits électriques et électroniques (DEEE) (Benne)	9.2	
Filtres à huile et autres	0.11	Prise en charge par société spécialisée
Batteries et accumulateurs, piles	0.385	Récupération par fournisseur
Pneumatiques	Non précisé	
Cartouches d'encre (Container)	Non précisé	

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l’eau dans l’activité professionnelle

- L'eau est intégrée au process :
- de production (soins, chauffage, équipements, etc.),
 - de refroidissement (réfrigération, etc.),
- L'eau est prétraitée (par adoucisseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.
L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m³	N° d'abonné	Utilisations
Distribution publique <input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	150 932 73 343 144 966 0	2035101100534501 2035101100443301 2035101100534701 (Lapeyronie) 20351011005390 01 (Arnaud de Villeneuve) 2035101100523401 (La Colombière) (Antonin Balmes) Alimenté sur autre bâtiment	Domestique, soins, lavage nettoyage, chauffage, réfrigération et autres équipements
Alimentation autonome Pompage en nappe <input checked="" type="checkbox"/> Forage – puits	Non précisé		Uniquement arrosage
TOTAL	369 241		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 1, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée. Le volume rejeté sera basé sur la consommation de l'alimentation d'eau potable (AEP) des entités soumises à la redevance des rejets non domestiques.

Les lieux d'implantation des prélèvements d'échantillons pour les analyses sont stipulés sur le plan de localisation en Annexe 5. Ils sont au nombre de trois (3) : 2 en amont (dénommé dans l'Annexe 5 : Analyse Bilan 24h Amont n°1 et 2) et 1 en aval (dénommé dans l'Annexe 5 : Analyse Bilan 24h Aval).
Leurs repérages géographiques sont précisés en Annexe 5.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés pour l'ensemble du site 1 : (données 2010)

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté est estimé à : 224 275 m³.
(Sont pris en compte les 2 entités suivantes : Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés
débit journalier :	614 m³/jour	1012 m³/jour
débit horaire instantané :	25,6 m³/heure	43 m³/heure
débit instantané :	7,11 l/seconde	12 l/seconde

4.5.3. Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Du fait de la difficulté technique de qualifier les effluents, il est convenu que le calcul des effluents est effectué sur la différence entre la pollution entrante par les 2 deux points amont du site et du point aval du site dont le principe est le suivant :

$(\text{flux entrant 1} + \text{flux entrant 2})/2 = \text{flux moyen entrant}$

$(\text{flux sortant} - \text{flux moyen entrant}) = \text{flux du CHRU}$

$\text{flux du CHRU} / \text{débit estimé (consommation de la ressource) du CHRU}$

$= \text{concentration moyenne du paramètre concerné}$

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	491	24,6	800	960
DCO	1228	61,4	2000	2400
MES	1152	57,6	1876	2251
Azote total Kjeldhal (NTK)	130,2	6,5	212	254
Phosphore total (P)	15,35	0,8	25	30
Matières Inhibitrices (MI)	10438 eq/jour	521 eq/h	17 eq/m3	21 eq/m3
Métox total	1,56	0,08	2,55	3,1
Substances organochlorées (AOX)	0,61	0,03	1	1,2
Rapport DCO/DBO ₅	$\leq 2,5$			
Potentiel Hydrogène (pH)	$5,5 \leq x \leq 8,5$			
Température	$\leq 30^{\circ}\text{C}$			

*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne du jour le plus chargé.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	11 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	276 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	276 g/j
Mercure (Hg)	0.01	5.5 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	138 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	276 g/j
Sélénium (Se)	0.05	27 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	1.6 kg/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	1.1 kg/j
Autres paramètres minéraux		
Chlorures totaux (Cl)	500	276 kg/j
Sulfates (SO ₄)	500	276 kg/j
Magnésium (Mg)	100	55.6 kg/j
Fluor et ses composés (F)	15	8.3 kg/j
Aluminium (Al)	5	2.8 kg/j
Fer (Fe)	5	2.8 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	2.8 kg/j
Cobalt (Co)	2	1.1 kg/j

<i>Autres paramètres minéraux (suite)</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Etain et ses composés (Sn)	2	1.1 kg/j
Nitrites (NO ₂)	1	553 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	55.3 g/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	553 g/j
Sulfures (S)	0.5	276 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	553 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	110.5 g/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	55.3 g/j
Cyanure (CN)	0.1	55.3 g/j
Argent (Ag)	0.1	55.3 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	5.3 kg/j
Détergents cationiques	3	1.7kg/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	83 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	5.53 g/j
Hydrocarbures totaux	5	2.8 kg/j
Phénols	0.02	5.5 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site 1 est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site 1 met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures sur les 3 points de prélèvement cités précédemment dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées au mois de Mars.

L'Etablissement CHRU Site 1 s'engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l'arrêté. Ces résultats d'analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entraînera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, en l'occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'auto-surveillance prévues.

L'Etablissement CHRU Site 1 avertira le service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d'assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d'assainissement à l'Etablissement CHRU Site 1.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'Etablissement CHRU Site 1 sur la base des pièces justificatives produites par le service public d'assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement CHRU Site 1 à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l'échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

SITE 2

Hôpital Saint Eloi

Hôpital Gui de Chauliac

Hôpital Bellevue

(Sans prescriptions techniques particulières)

Ecole de Kinésithérapie

(Sans prescriptions techniques particulières)

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 2, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisé dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site 2 sont :

Hôpital Saint Eloi :

- Immunologie,
- Bactériologie-virologie,
- Biothérapie,
- Hématologie,
- Psychiatrie,
- Soins médicaux,
- Imagerie, etc.

Hôpital Gui de Chauliac :

- Médecine Nucléaire,
- Neurosciences,
- Endocrino-métaboliques, biologie-pathologie,
- Ophtalmologie,
- Neuropédiatrie,
- Oto Rhino laryngologie,
- Laboratoire d'anatomie et cytologie pathologiques, etc.

Hôpital Bellevue : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Gériatrie,

Ecole de Kinésithérapie : (Sans prescriptions techniques particulières)

- Enseignement.

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année ?

Effectif de l'Etablissement : 10 000 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :
 24 heures / jour,
 7 jours / semaine,
 12 mois / an.

Fréquentation annuelle du site (données générales 2009) :

Nombre de lits et places : 2 751 Lits: 2186 Places: 565

Saint Eloi :	345 lits	73 places	} Nombre de séjours : 207 161 Nombre de journée: 648 240 Nombre de séances: 135 150
Gui de Chauliac :	285 lits	42 places	
Bellevue :	116 lits		

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements (données 2010)

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 143 496 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe)

2.4.2. Usages de l'eau

Les usages de l'eau sont les suivants :

- Domestiques et vie du centre,
- Soins et traitements,
- Lavage,
- Nettoyage,
- Equipements.

Usage domestique et industriel : 393,14 m³/jour.

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants :

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins médicaux	Produits pharmaceutiques
Médecine nucléaire	Produits radioactifs
Laboratoires	Produits d'automates
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau

L'Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant dans les locaux de l'Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de l'arrêté.

2.6. Déchets générés par l'activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d'assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d'assainissement (O/N)	Mode d'élimination
Produits pharmaceutiques	359 tonnes	Non	Incinération et emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Opération chirurgicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de biologie médicale (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'hématologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits chambre mortuaire (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits de bactériologie virologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits d'immunologie (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits des autres traitements des pathologies (DASRI)	Non précisé	Non	
Produits radioactifs	Non précisé	Oui après traitement	Cuves de décroissance (x m3- non communiqué) et rejet au réseau EU
Stérilisation	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits pour automates d'analyses	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Traitement de l'instrumentation	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU
Produits de traitement de l'eau	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non quantifié	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non précisé	Non	Séparateur à hydrocarbures emport par société spécialisée et agréée, Cf. § 4.2., et rejet au réseau EP
Huiles et graisses	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Résidus d'aire de lavage	Non quantifié	Oui après traitement	Réseau EU après séparateur à hydrocarbures et débourbeur Cf. § 4.2.
Liquide de refroidissement, de frein et fluides de systèmes hydrauliques	Non précisé	Non	Tri sélectif, récupération et valorisation Cf. § 4.2.
Détergents et produits chimiques	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Non	Oui	Non	Non
Eaux usées industrielles	Non	Oui	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Oui	Non	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- des branchements au réseau unitaire, situés avenue Bertin Sans à Montpellier, recevant les effluents de type domestiques et non domestiques, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- des branchements au réseau unitaire, situés Avenue Bertin Sans et Rue du Truel à Montpellier recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant : (données 2012)

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Produits radioactifs	Décroissance	> 6 000 l/an	Réseau EU
Voirie	Séparateur à hydrocarbures et débourbeur	Non précisé	Réseau EU
Restauration	Bacs à graisse (x1)	Non précisé	Réseau EU

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres qui assurent la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et en continu avec (sans) asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (informatisé) et sont communiqués annuellement, à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la

disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant : (données 2012)

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 2)	2 fois par an	2 fois par an
Bacs à graisse self (x 1)	2 fois par an	2 fois par an
Débourbeur	2 fois par an	2 fois par an
Décroissance radioactive (1 cuve)	Autant que de besoins	Autant que de besoins

L'Etablissement justifie auprès de la de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes : (données 2012)

Tous les déchets sont triés puis collectés par le service transversal en charge des déchets. Certains déchets sont transférés sur le site 1 pour le regroupement avant évacuation.

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
Produits d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)	Non précisé	Tri et prise en charge par société spécialisée Nom de l'entreprise non communiqué
Produits radioactifs liquide (bonbonne, sac à déchets)	Non précisé	
Filtres de sorbonne (radioactif : sac à déchets)	Non précisé	
Produits issus des laboratoires (Bidon 5 à 100 l)	37,70	
Produits coupant, piquant (DMI) (Container à aiguille)	Non précisé	
Dispositifs médicaux implantables (pacemaker, etc.)	Non précisé	
Huiles alimentaires (bidon 200 l)	1.24	
Peinture, solvants, aérosols (Bidon)	0.248	
Liquide de refroidissement et de frein et autres fluides de système hydraulique (Bidon 5 à 100 l)	Non précisé	
Plomb, mercure (Contenant spécifique)	Non précisé	
Tubes néons, lampe à mercure et sodium, etc. (Carton)	0.615	Tri par catégorie et collecte OM
Filtres à huile et autres	Non précisé	
Produits ménagers	740	Décharge Nom de l'entreprise non communiqué
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	56	Nom de l'entreprise non communiqué
Hydrocarbures, huiles et graisses (Bidon)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération et valorisation Nom de l'entreprise non communiqué
Ferraille (Benne)	37	
Bois et palette (Benne)	Non précisé	
Plastiques (Benne)	Non précisé	
Papier, Cartons (Benne)	206	
Encombrant, déchets inertes (Benne)	Non précisé	
Produits électriques et électroniques (DEEE) (Benne)	Non précisé	Nom de l'entreprise non communiqué
Batteries et accumulateurs, piles	0.306	Container, récupération par fournisseur
Pneumatiques	Non précisé	Nom de l'entreprise non communiqué
Cartouches d'encre	Non précisé	

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au process :

- de production (soins, chauffage, équipements, etc.),
- de refroidissement (réfrigération, etc.),

L'eau est prétraitée (par adoucisseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m ³	N° d'abonné	Utilisations
Distribution publique	412	20351011005350 01 (saint Eloi)	Domestique, soins, lavage nettoyage
<input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	131 028	203510110 05310 01 203510110 05309 01 (Gui de Chauliac)	
	12 056	20351014006155 01 (Bellevue)	
TOTAL	143 496		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHRU Site 2, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée. Le volume rejeté sera basé sur la consommation de l'alimentation d'eau potable (AEP) des entités soumises à la redevance des rejets non domestiques.

Les prélèvements d'échantillons pour les analyses s'effectueront aux points de rejets sur le collecteur principal situé Avenue Emile Bertin Sans. Les lieux d'implantation des prélèvements d'échantillons sont stipulés sur le plan de localisation en Annexe 5. Ils sont au nombre de trois (4) et ils sont dénommés dans l'Annexe 5 : Points n°2,3, 4 et 5.

Du fait de l'impossibilité technique de mettre en place des équipements de comptage sur chaque point de rejet, et en accord avec l'établissement CHU site 2, une répartition des volumes consommés a été réalisée en percentiles pour chaque point de rejet.

Le volume annuel d'eaux consommé pour le site 2 est estimé à : 131 440 m³ (données 2010).

La répartition de la consommation de la ressource en percentiles par point de rejet est la suivante :

Point 2 (Gui de Chauliac) : 29,2%

Point 3 (Gui de Chauliac) : 23,3%

Point 4 (Saint Eloi) : 23,3%

Point 5 (Saint Eloi) : 23,3%

Le volume rejeté retenu pour chaque point de rejet est le calcul du pourcentage par le volume total consommé pour l'ensemble du site 2.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés :

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté est estimé à : 131 440 m³ (données 2010) (Sont pris en compte les 2 entités suivantes : Saint Eloi et Gui de Chauliac).

Point de rejet n°2

Le volume annuel, d'eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 38 380 m³ ce qui représente 29,2 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	105 m ³ /jour	débit journalier :	126 m ³ /jour
débit horaire :	4,4 m ³ /heure	débit horaire instantané :	5,25 m ³ /heure
débit instantané :	1,1 l/seconde	débit instantané :	1,5 l/seconde

4.5.3.1.a. Flux maxima autorisés Point 2 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1.b. Concentrations et charges autorisées Point 2

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	20	1,31	190	300
DCO	49,9	3	474	675
MES	24,2	1,53	240	350
Azote total Kjeldhal (NTK)	7,90	0,40	75	90
Phosphore total (P)	1,60	0,08	15	18
Matières Inhibitrices (MI) (meqt/l)	4416	220	42	50
METOX	0,09	0,005	0,86	1,15
Substances organochlorées (AOX)	0,21	0,01	2	2,4
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

- * Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.
- ** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée
- *** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,9 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	47,3 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	47,3 g/j
Mercure (Hg)	0.01	1 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	23,7 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	47,3 g/j
Sélénium (Se)	0.05	4,7 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	284 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	190 g/j

Autres paramètres minéraux		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Aluminium (Al)	5	473 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	19 g/j
Argent (Ag)	0.1	9,5 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	9,5 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	95 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	47,3 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	9,5 g/j
Cobalt (Co)	2	190 g/j
Cyanure (CN)	0.1	9,5 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	190 g/j
Fer (Fe)	5	473 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,4 kg/j
Magnésium (Mg)	100	9,4 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	95 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	95 g/j

Autres paramètres minéraux (suite)		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Sulfates (SO ₄)	500	47 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	473 g/j
Sulfures (S)	0.5	47 g/j
Autres paramètres organiques		
Détergents anioniques	10	946 g/j
Détergents cationiques	3	284 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	14 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,95 g/j
Hydrocarbures totaux	5	473 g/j
Phénols	0.02	2 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°3

Le volume annuel, d’eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 30 625 m³ ce qui représente 23,3 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	84 m³/jour	débit journalier :	101 m³/jour
débit horaire :	3,5 m³/heure	débit horaire instantané :	4,2 m³/heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,2 l/seconde

4.5.3.2.a. Flux maxima autorisés Point 3 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.2.b. Concentrations et charges autorisées Point 3

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	25,2	1,26	300	360
DCO	63	3,15	750	900
MES	21	1,22	250	350
Azote total Kjeldhal (NTK)	3,2	0,21	38	60
Phosphore total (P)	0,84	0,04	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	252	13	3	3,6
METOX	0,08	0,004	0,9	1,15
Substances organochlorées (AOX)	0,13	0,0063	1,5	1,8
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.
** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée
*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

<i>Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,51 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	38 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	38 g/j
Mercure (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	19 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	38 g/j
Sélénium (Se)	0.05	3,8 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	226 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	151 g/j
<i>Autres paramètres minéraux</i>		
Aluminium (Al)	5	378 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	15 g/j
Argent (Ag)	0.1	7,6 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	7,6 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	76 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	37,7 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	7,6 g/j
Cobalt (Co)	2	151 g/j
Cyanure (CN)	0.1	7,6 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	151,1 g/j
Fer (Fe)	5	377,6 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,1 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,6 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	75,5 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	75,5 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	37,8 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	377, 6 g/j
Sulfures (S)	0.5	37,8 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	755,14 g/j
Détergents cationiques	3	226,5 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,32 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,76 g/j
Hydrocarbures totaux	5	377,6 g/j
Phénols	0.02	1,5 g/j
<i>Autres paramètres organiques (suite)</i>		
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°4

Le volume annuel, d’eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 30 625 m³
ce qui représente 23,3 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	84 m³/jour	débit journalier :	101 m³/jour
débit horaire :	3,5 m³/heure	débit horaire instantané :	4,2 m³/heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,2 l/seconde

4.5.3.3.a. Flux maxima autorisés Point 4 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.3.b. Concentrations et charges autorisées Point 4

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	30,2	1,5	360	432
DCO	75,5	3,8	900	1080
MES	41,1	2	490	588
Azote total Kjeldhal (NTK)	5,62	0,3	67	80
Phosphore total (P)	0,84	0,04	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meqt/l)	5202	260	62	74
METOX	0,09	0,005	1,11	1,33
Substances organochlorées (AOX)	0,2	0,01	2,3	2,76
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

- * Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.
- ** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée
- *** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,5 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	38 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	38 g/j
Mercure (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	19 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	38 g/j
Sélénium (Se)	0.05	3,8 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	226 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	151 g/j
Autres paramètres minéraux		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Aluminium (Al)	5	377,6 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	15,1 g/j
Argent (Ag)	0.1	7,6 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	7,6 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	76 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	37,8 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	7,6 g/j
Cobalt (Co)	2	151 g/j
Cyanure (CN)	0.1	7,6 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	151 g/j
Fer (Fe)	5	378 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,14 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,6 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	76 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	76 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	37,8 kg/j

<i>Autres paramètres minéraux (suite)</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Sulfites (SO ₃)	5	378 g/j
Sulfures (S)	0.5	37,8 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	755 g/j
Détergents cationiques	3	226 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,3 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,8 g/j
Hydrocarbures totaux	5	378 g/j
Phénols	0.02	1,5 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

Point de rejet n°5

Le volume annuel, d’eaux usées non domestiques, rejeté en ce point, est estimé à : 31 808 m³
ce qui représente 24,2 % de la consommation du site 2 (données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés	
débit journalier :	87,15 m³/jour	débit journalier :	105 m³/jour
débit horaire :	3,63 m³/heure	débit horaire instantané :	4,4 m³/heure
débit instantané :	1 l/seconde	débit instantané :	1,22 l/seconde

4.5.3.4.a. Flux maxima autorisés Point 5 (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.4.b. Concentrations et charges autorisées Point 5

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO ₅	27	1,35	310	372
DCO	67,6	3,4	775	930
MES	29,63	1,48	340	408
Azote total Kjeldhal (NTK)	5,93	0,3	68	82
Phosphore total (P)	0,9	0,05	10	12
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	183	9,15	2,1	2,52
METOX	0,12	0,006	1,42	1,7
Substances organochlorées (AOX)	0,2	0,01	2,3	2,76
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C			

* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.

** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.

<i>Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes</i>		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Limite maximale du flux****
Cadmium (Cd)	0.02	1,6 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	0.5	40 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5	40 g/j
Mercuré (Hg)	0.01	0,8 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	0.25	20 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	0.5	40 g/j
Sélénium (Se)	0.05	4 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3	235 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	2	157 g/j
<i>Autres paramètres minéraux</i>		
Aluminium (Al)	5	392 g/j
Antimoine (Sb)	0.2	16 g/j
Argent (Ag)	0.1	8 g/j
Arsenic et ses composés (As)	0.1	8 g/j
Chlore libre (Cl ₂)	1	80 g/j
Chlorures totaux (Cl)	500	4 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1	8 g/j
Cobalt (Co)	2	157 g/j
Cyanure (CN)	0.1	8 g/j
Etain et ses composés (Sn)	2	157 g/j
Fer (Fe)	5	392 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	1,2 kg/j
Magnésium (Mg)	100	7,9 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	1	80 g/j
Nitrites (NO ₂)	1	80 g/j
Sulfates (SO ₄)	500	40 kg/j
Sulfites (SO ₃)	5	392 g/j
Sulfures (S)	0.5	40 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	10	790 g/j
Détergents cationiques	3	236 g/j
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique	
Huiles et graisses (sec)	150	11,8 kg/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01	0,8 g/j
Hydrocarbures totaux	5	392 g/j
Phénols	0.02	1,6 g/j
<i>Autres paramètres organiques (suite)</i>		
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique	
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique	

**** Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées. Toute exploitation de forage ou d'achat d'eau brute sera déclarée au service public d'assainissement dans les 15 jours après sa mise en service.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site 2 est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site 2 met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures sur les 4 points de prélèvement cités précédemment dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées au mois de Mars.

L'Etablissement CHRU Site 2 s'engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l'arrêté. Ces résultats d'analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entraînera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, en l'occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'auto-surveillance prévues.

L'Etablissement CHRU Site 2 avertira le service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d'assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d'assainissement à l'Etablissement CHRU Site 2.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'Etablissement CHRU Site 2 sur la base des pièces justificatives produites par le service public d'assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echéancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement CHRU Site 2 à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l'échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

5.2. Mise en conformité des rejets

Points non conformes	Améliorations techniques à réaliser	Date de mise en conformité
Point 2 : Matières Inhibitrices, AOX et rapport DCO/DBO5 élevés Point 4 : rapport DCO/DBO5 élevé Point 5 : AOX élevé	A surveiller, l'usage de certains produits peut en être la cause Optimiser la gestion des produits dangereux rejetés et emport par société spécialisée	Dès la notification du présent arrêté

1. Généralités

Après avis de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, assimilées domestiques, en provenance de l'Etablissement CHRU Site CSDT, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisé dans les paragraphes suivants :

2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1 - Nature des activités

Les activités principales entreprises dans les locaux du site Centre de Soins Dentaires (CSDT) sont :

- Soins dentaires
- Fabrication de prothèse
- Enseignement

2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année ?

Effectif de l'Etablissement : 50 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement : 8 heures / jour,
5 jours / semaine,
12 mois / an.

Fréquentation du site : 40 000 personnes par an

2.3. Plan des installations

Un plan, au 1/1000^{ème}, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

2.4. Usages de l'eau

2.4.1. Comptage des prélèvements (données 2010)

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 23 108 m³ (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe)

2.4.2. Usages de l'eau

Les usages de l'eau sont les suivants :

- Domestiques et vie du centre,
- Soins et traitements,
- Lavage,
- Nettoyage,
- Equipement.

Usage domestique et industriel : 63,3 m³/jour.

2.5. Liste des produits polluants utilisés par l’Usager

L’Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants : (données 2012)

Etape du procédé	Type de produit utilisé
Soins dentaires	Produits pharmaceutiques et résidus d’intervention dentaire
Prothèse	Produits désinfectant, décontaminant, aseptisant et autres
Laboratoires	Produits d’imagerie
Traitement de l’eau	Sels pour adoucisseur
Chaufferies	Produits anticorrosion et autres
Tours aéroréfrigérées	Produits bactéricides fongicides
Vie du site	Produits ménagers et déchet industriel banal (DIB), produits de bureau

L’Etablissement se tiendra à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant pour répondre à toute demande d’information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches “produit” et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant dans les locaux de l’Etablissement.

2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l’Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l’Etablissement au moment de chaque réexamen de l’arrêté.

2.6. Déchets générés par l’activité

Les principaux déchets dangereux, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d’assainissement, sont consignés dans le tableau suivant : (données 2012)

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d’assainissement (O/N)	Mode d’élimination
Produits prothèse	Non précisé	Non	DIB
Déchet d’amalgames dentaires	0.058	Non	Emport par société spécialisée et agréée Cf. § 4.2.
Détergents (Silosept, Dentasept)	0.03	Non	
Produits de traitement de l’eau	Non précisé	Oui	Réseau EU
Nettoyage osmoseur	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non précisé	Oui	Réseau EU
Produits ménagers	Non précisé	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non précisé	Non	Vidange Cf. § 4.2.et réseau EP

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des 12 (douze) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l’Exploitant.

3. Conditions techniques

3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d’assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
Eaux usées domestiques	Oui	Non	Non	Non
Eaux usées industrielles	Oui	Non	Non	Non
Eaux pluviales	Non	Non	Oui	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- un branchement au réseau d'eaux usées, situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier, (Cf. plan de localisation en Annexe 5)
- un branchement au réseau pluvial, situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier, recevant les effluents de type pluvial.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement,

3.2 Réseau de refoulement privé

Sans objet

4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

4.1. Prétraitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant :

Origine de l'effluent	Installation de prétraitement	Estimation du volume par mois	Point de rejet
Produits prothèse	Décantation (plâtre)	Non précisé	Réseau EU
Soins dentaires	Filtration (déchet d'amalgames dentaires)	Non précisé	Collecte
Voirie	Séparateur à hydrocarbures	Non précisé	Réseau EP

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la

disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant :

Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Séparateur à hydrocarbures (x 2)	2 fois par an	2 fois par an
Décanteur (plâtre)	Autant que de besoin	Autant que de besoin
Filtration (amalgames dentaires)	Autant que de besoin	Autant que de besoin

L'Etablissement justifie auprès de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration (données 2012)

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes :

Nature et origine des déchets	Estimation Tonnage (tonnes) annuel	Destination finale
Produits pharmaceutiques (DASRI)	9.96	Emport par société spécialisée et agréée
Produits coupant, piquant	Non précisé	
Détergents : Désinfectant, aseptisant (Dentasept) Décontaminant (Silosept) Et autres	Non précisé	
Déchet d'amalgames dentaires	Non précisé	
Déchet industriel Spécial (DIS)	Non précisé	
Déchet Industriel Banal (DIB)	28.35	Collecte OM
Cartouches d'encre	Non précisé	Récupération par fournisseur
Produits d'imagerie	Non précisé	Récupération par fournisseur
Graisses	Non précisé	Emport par société spécialisée et agréée
Hydrocarbures	Non précisé	
Décanteur (plâtre)	Non précisé	Benne déchets inertes

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel s'il existe, sont mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au process :

- de production (eau glacée, soins, équipements, etc.),
- de refroidissement (chauffage, réfrigération).

L'eau est prétraitée (par adoucisseur et osmoseur).

4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, les relevés de ses consommations des 12 (douze) derniers mois.

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont estimés à : (données 2010)

Origine de l'eau	Volume annuel m ³	N° d'abonné	Utilisations
Distribution publique		20351015004464 01	Domestique, soins, lavage nettoyage et équipement
<input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	23 108	20351015004463 01	
TOTAL	23 108		

4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, assimilées domestiques, en provenance de l'Etablissement CHRU Site CSDT, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est estimée sur la consommation d'eau potable.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra ses regards facilement accessibles et spécialement aménagés pour permettre le prélèvement ponctuel dans ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Exploitant.

4.5.2. Débits maxima autorisés :

Le volume annuel, d'eaux usées assimilées domestiques, rejeté est estimé à : 23 000 m³.
(données 2010)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés
débit journalier :	88,46 m ³ /jour	97,3 m ³ /jour
débit horaire instantané :	11 m ³ /heure	12,16 m ³ /heure
débit instantané :	3 l/seconde	3,37 l/seconde

4.5.3. Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE).

Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)
DBO ₅	300	360
DCO	675	810
MES	350	420
Azote total Kjeldhal (NTK)	60	72
Phosphore total (P)	10	12
Matières Inhibitrices (MI)	1	1.2
METOX	1.15	1.38
Substances organochlorées (AOX)	0.25	0.30
Rapport DCO/DBO ₅	< 2,5	
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5	
Température	≤ 25°C	

Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Zinc et ses composés (Zn)	2
Cuivre et ses composés (Cu)	0.5
Nickel et ses composés (Ni)	0.25
Plomb et ses composés (Pb)	0.5
Cadmium (Cd)	0.02
Sélénium (Se)	0.05
Mercure (Hg)	0.01
Chrome et ses composés (Cr)	0.5
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	3
Autres paramètres minéraux	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Chlorures totaux (Cl)	500
Sulfates (SO ₄)	500
Magnésium (Mg)	100
Fluor et ses composés (F)	15
Aluminium (Al)	5
Fer (Fe)	5
Sulfites (SO ₃)	5
Cobalt (Co)	2
Etain et ses composés (Sn)	2
Nitrites (NO ₂)	1
Arsenic et ses composés (As)	0.1
Manganèse et ses composés (Mn)	1
Sulfures (S)	0.5
Chlore libre (Cl ₂)	1
Antimoine (Sb)	0.2
Chrome hexavalent (CrVI)	0.1
Cyanure (CN)	0.1
Argent (Ag)	0.1

<i>Autres paramètres organiques</i>	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Huiles et graisses (sec)	150
Détergents anioniques	10
Détergents cationiques	3
Phénols	0.02
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0.01
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	< seuil analytique
Hydrocarbures totaux	5
Dichlorométhane (CH ₂ Cl ₂)	< seuil analytique
Tétrachlorure de carbone (CCl ₄)	< seuil analytique

4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHRU Site CSDT est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHRU Site CSDT met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
Volume journalier	Annuelle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé Sonde température Sonde pH
Débit de pointe horaire	Annuelle	
DBO ₅	Annuelle	
DCO	Annuelle	
MEST	Annuelle	
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle	
Phosphore total (Pt)	Annuelle	
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle	
METOX total et détaillé	Annuelle	
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle	
Détergents anioniques	Annuelle	
Détergents cationiques	Annuelle	
Acide péracétique	Annuelle	
Phénols	Annuelle	
T°	Annuelle	
pH	Annuelle	

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis annuellement au service public d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. (Cf. tableau récapitulatif Annexe 6)

Les analyses prévues dans le programme d’analyses seront effectuées au mois de Mars.
L’Etablissement CHRU Site CSDT s’engage à effectuer les analyses dans les mois définis par le programme de mesure de l’arrêté. Ces résultats d’analyses seront communiqués, simultanément à Montpellier Méditerranée Métropole et à l’Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non respect de cette obligation entraînera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

Conformément à l’article 13 de l’arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d’assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d’eaux usées non domestiques transmet au maître d’ouvrage du système de collecte, en l’occurrence Montpellier Méditerranée Métropole, au plus tard dans le mois qui suit l’acquisition de la donnée, les résultats des mesures d’auto-surveillance prévues.

L’Etablissement CHRU Site CSDT avertira le service public d’assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d’un dysfonctionnement de son exploitation.

4.5.5. Contrôles inopinés :

Le service public d’assainissement pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité dans le cadre des articles 4.5.2 et 4.5.3. Les résultats seront communiqués par le service public d’assainissement à l’Etablissement CHRU Site CSDT.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l’opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l’Etablissement CHRU Site 2 CSDT sur la base des pièces justificatives produites par le service public d’assainissement dès lors que la responsabilité du CHRU serait avérée.

5. Echancier de mise en conformité

Le présent arrêté est subordonné de la part de l’Etablissement CHRU Site 2 CSDT à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l’échéancier suivant :

5.1. Mise en conformité des équipements

Sans objet

5.2. Mise en conformité des rejets

Compte tenu de la non-conformité des rejets de l’Etablissement aux conditions d’admissibilité dans les réseaux publics d’assainissement, les différentes parties ont décidé, d’un commun accord, d’adopter l’échéancier suivant :

Points non conformes	Améliorations techniques à réaliser	Date de mise en conformité
Rejets de détergent (Silosept, Dentasept) non admissibles dans le réseau collectif	Protocole de stockage, d’emport et d’élimination par une société spécialisée et agréée.	Immédiat dès notification du présent arrêté à l’établissement CHRU Site CSDT

ANNEXE 4 : CLAUSES FINANCIERES

Délibération n°12658 du Conseil Communautaire du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques

Délibération n° 12658



SEANCE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2014

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le vingt-sept novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARIHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. FRÉCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUTRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme L. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Monsieur L. SERIEYS suppléant de Mme E. LLORET, Madame C. VASSAS-MEJRI suppléant de M. G. PASTOR, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s) :

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme P. DANAN à Mme A. BRISSAUD, Mme V. DEMON à M. A. LARUE, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. M. FRAYSSE à M. J. MARTINIER, Mme I. GIANIEL à M. Philippe SAUREL, Mme R. ILLAIRE à M. T. BREYSSE, M. J. VERA à Mme M. FOURCADE.

Excusé(es) :

M. J. DOMERGUE, M. J.-L. SAVY

Absent(es) :

M. G. LANNELONGUE, Mme M.-P. PASDELOU

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF - TARIF NON DOMESTIQUE - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le décret 2000-237, modifié par le décret 2007-1339, a réformé la facturation des services d'eau et d'assainissement.

Transposé à l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il prévoit l'application d'un tarif spécifique aux usagers non domestiques qui doit être établi :

- en fonction de paramètres spécifiques au rejet prenant en compte notamment l'importance, la nature, les caractéristiques du déversement, et la quantité d'eau rejetée,
- sur la base du tarif ordinaire appliqué à tous les usagers du service d'assainissement, éventuellement corrigé à l'aide de coefficients tenant compte « du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement ».

La mise en œuvre de ce dispositif réglementaire vient accompagner la politique de l'assainissement en faveur de la reconquête des milieux naturels en incitant à la réduction des pollutions à la source. C'est pourquoi, par la délibération n°8758 du 23 mars 2009, le Conseil Communautaire a adopté des modalités d'application du tarif non domestique sur son territoire. La redevance est ainsi applicable à tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation de déversement. L'assiette de facturation retenue est le volume rejeté. Un coefficient correctif de pollution prend en compte les valeurs mesurées au droit du rejet des principales substances polluantes connues.

Depuis lors, 350 établissements ont été identifiés comme susceptibles de rejeter des effluents non domestiques. Les activités concernées sont diverses : activités industrielles du type menuiserie industrielle, carrosserie, blanchisserie, activités hospitalières, laboratoires, piscines publiques, chaufferies collectives, etc. Toutefois, seuls 40 établissements bénéficient à ce jour d'un arrêté d'autorisation de rejet.

En effet, les études préalables menées systématiquement avec chaque nouvel établissement susceptible d'être concerné révèlent régulièrement des difficultés de mise en œuvre des modalités retenues : les valeurs mesurées de certains paramètres qui entrent dans le calcul du coefficient de pollution retenu engendrent un montant de la redevance non domestique difficilement soutenable économiquement, ou des disparités entre établissements difficiles à justifier. Ces difficultés constituent un réel frein à la poursuite de la politique de réduction des pollutions à la source souhaitée initialement.

C'est pourquoi, il est proposé de faire évoluer les modalités d'application du tarif non domestique. Il s'agit de limiter et d'encadrer la valeur du coefficient de pollution, de manière à réduire les disparités, rendre plus soutenable économiquement la redevance non domestique tout en maintenant son caractère incitatif selon le principe du pollueur-payeur, et ainsi d'accélérer le processus d'élaboration des arrêtés d'autorisation de rejet délivrés par notre Collectivité.

La **Redevance Rejets Non Domestiques (RRND)** qui sera demandée est calculée en multipliant le volume rejeté (**Vr**), par le tarif non domestique (**Tnd**), calculé pour chaque établissement, directement en fonction de la nature des effluents rejetés.

$$RRND = Tnd * Vr$$

Le **coefficient de pollution Cp** est calculé sur la base de paramètres caractérisant la pollution domestique type, définis à partir des données de l'Agence de l'Eau, dont les valeurs de références considérées sont celles retenues par l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration Maera :

$$Cp = (0,20(DCO_1/DCO_4) + 0,20*(DBO_1/DBO_4) + 0,15*(MES_1/MES_4) + 0,15*(NTK_1/NTK_4) + 0,15*(Pti/Ptd) + 0,1*(Metoxi/Metoxd) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre) + 0,025*(Paramètre optionnel/Paramètre)$$

Les valeurs d'indice **i** caractérisent l'effluent de l'industriel et les valeurs d'indice **d** caractérisent l'effluent domestique type tel que défini précédemment.

- Demande Chimique en Oxygène : $DCO_d = 675 \text{ mg/l}$
- Demande Biochimique en Oxygène : $DBO_{5d} = 300 \text{ mg/l}$
- Matières En Suspension : $MES_d = 350 \text{ mg/l}$
- Phosphore total : $Pt_d = 10 \text{ mg/l}$
- Azote Total Kjeldahl : $NTK_d = 60 \text{ mg/l}$
- Métaux Toxiques : $METOX_d = 1.15 \text{ mg/l}$

Les paramètres optionnels, au nombre de 0, 1 ou 2, seront pris en compte dans le calcul de la pollution générée en fonction de risques spécifiques identifiés par la caractérisation de l'effluent rejeté. Ils doivent permettre de sensibiliser l'établissement à l'amélioration de la qualité de ses rejets.

Les paramètres optionnels à retenir sont choisis dans des listes établies par nature de risques induits, et hiérarchisés comme suit :

- le risque pour le personnel d'exploitation intervenant sur les ouvrages de transport et de traitement accueillant les rejets non domestiques,
- le risque environnemental lié à la qualité du milieu naturel en aval du système d'assainissement,
- le risque de dégradation des installations et/ou des équipements de transport et de traitement,
- le risque de contamination des bonnes issues du traitement de ces effluents.

Un coefficient majorateur **M**, fonction du rapport DCO/DBO_5 , est ensuite appliqué au coefficient C_p . Ce rapport caractérise le degré de biodégradabilité des effluents et est représentatif de la présence de substances chimiques toxiques. Des valeurs fortes de ce rapport correspondent ainsi à des effluents dont la collecte et le traitement peuvent générer des dysfonctionnements ou des risques pour le personnel, ainsi que des surcoûts d'exploitation.

Au-delà d'une valeur de 2,5, l'effluent n'est plus considéré comme biodégradable.

Les valeurs du coefficient **M** proposées sont les suivantes :

- Rapport $DCO/DBO \leq 2,5$ $M = 1$
- si $2,5 < \text{Rapport } DCO/DBO \leq 5$ $M = 1,2$
- si $\text{Rapport } DCO/DBO > 5$ $M = 1,5$

Le prix **Tnd** du mètre cube d'effluent rejeté, est enfin calculé par application d'une formule qui fait croître de façon non linéaire le tarif du mètre cube rejeté avec la pollution associée, suivant la formule :

$$Tnd = 0,063(C_p * M)^2 - 0,063(C_p * M) + T_d$$

ou :

- **C_p** : coefficient de pollution
- **M** : coefficient majorateur

Afin de rendre la tarification soutenable économiquement, il est proposé d'encadrer le calcul du montant de la redevance comme suit :

- coefficient de pollution nécessairement compris entre 1 et 10
- tarif non domestique plafonné à une valeur maximale valant cinq fois le tarif domestique : $T_d \leq T_{RND} \leq 5 \times T_d$

Tous les calculs intermédiaires intervenant dans la détermination du montant de la redevance seront effectués en conservant 4 chiffres significatifs après la virgule, le résultat final étant exprimé en euros et centimes d'euro.

Délibération n° 12658

Ces dispositions tarifaires s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2015 à tout établissement générant des effluents non domestiques, tel que défini au règlement du service et faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation fixant notamment les modalités de mesure du volume et de la pollution rejetés au réseau public d'assainissement.

Tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation à la date des présentes sera informé officiellement de ces nouvelles dispositions.

Il est rappelé que les droits et les devoirs des établissements rejetant des effluents autres que domestiques, y compris les sanctions et les pénalités pour non respect des procédures afférentes, sont précisés dans le Règlement du service public de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par ailleurs, dans le cas de déversement de substances dangereuses ou interdites, les arrêtés d'autorisation de rejet prévoient que l'établissement dispose de 8 jours pour se mettre en conformité. Au-delà de ce délai, si les analyses ne montrent pas d'amélioration, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit de fermer le branchement au réseau d'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'application sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du nouveau tarif non domestique du service public d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 09/12/14
Déposé En Préfecture
Le : 09/12/14
Numéro de l'acte :
034-243400017-20141127-lmc188237-DE-1-1

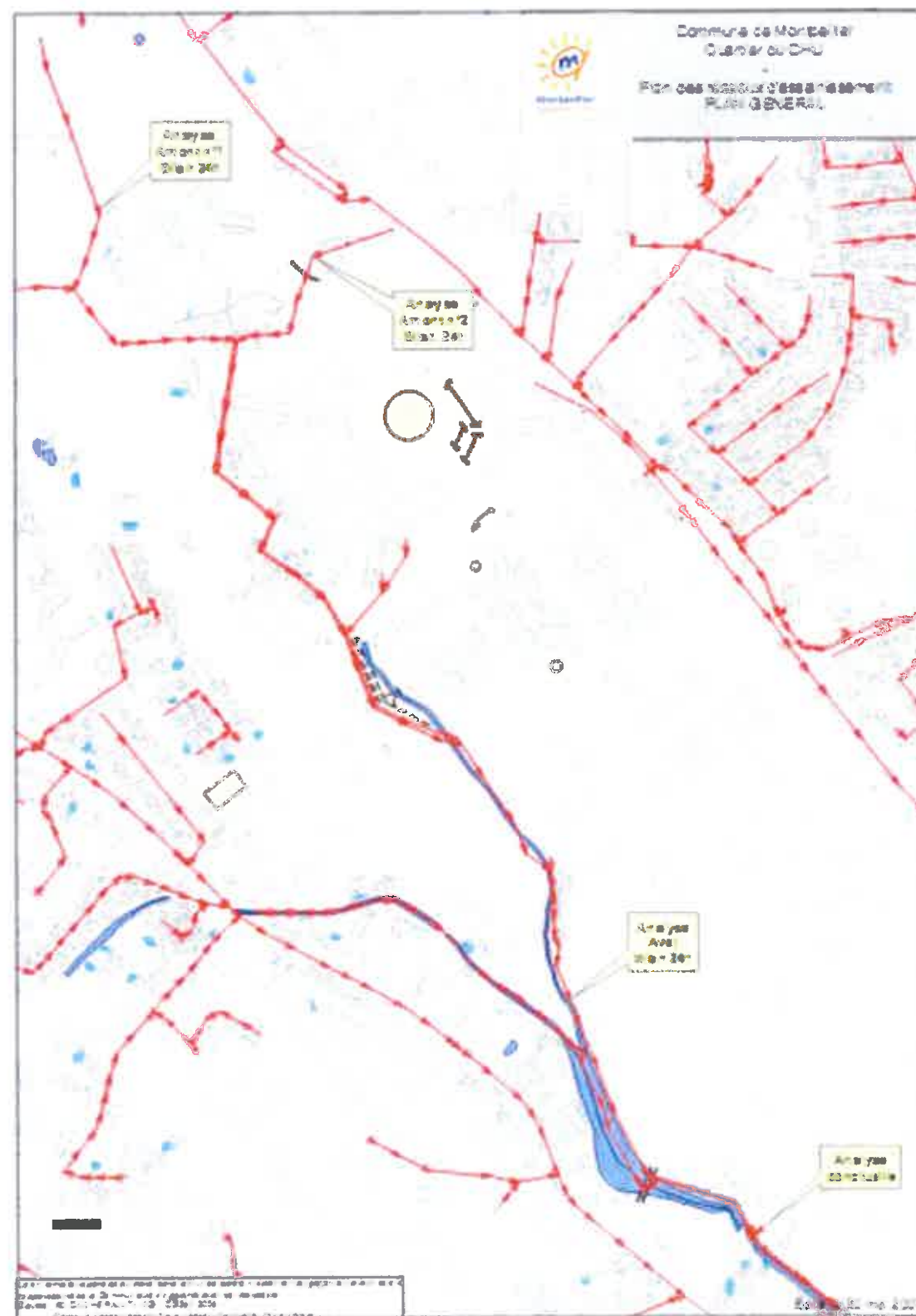
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président.

SIGNÉ

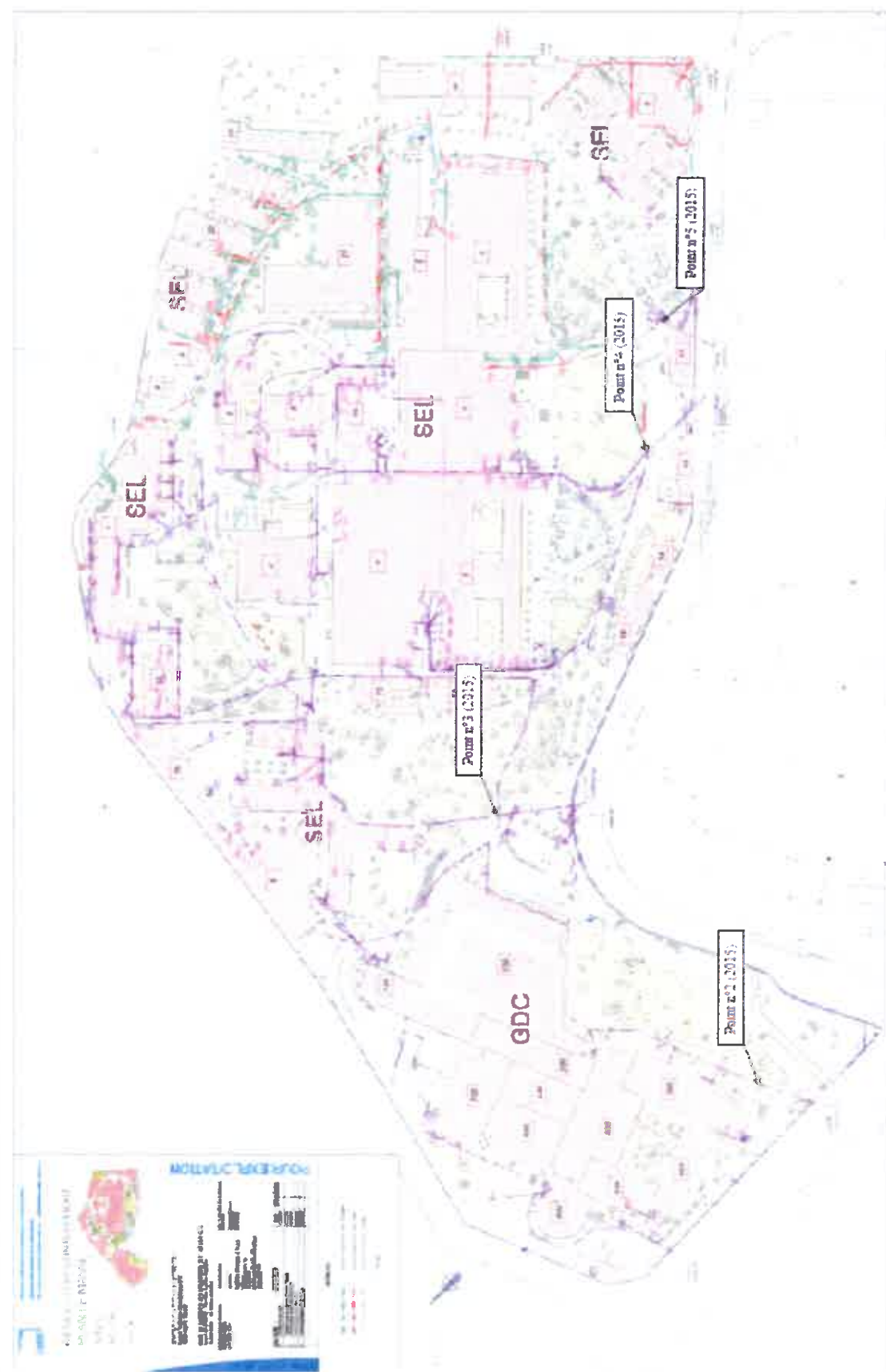
M. Philippe SAUREL

ANNEXE 5 : PLANS

Site 1 Plan masse avec implantation des points de prélèvements : Analyse Bilan 24h
Amont n°1 et 2, Analyse Bilan 24h Aval



Site 2 Plan sanitaire avec implantation de point de prélèvement



Site CSDT Plan masse



ANNEXE 6 : RECAPITULATIF

Liste exhaustive des analyses et de leurs fréquences pour l'ensemble des sites 1, 2 et CSDT

Substances	Fréquence	Site 1		Site 2				CSDT	Envoi à M3M
		Point amont	Point aval	Point n°2	Point n°3	Point n°4	Point n°5		
Volume journalier	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
DBO ₅	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
DCO	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
MEST	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Azote Kjeldhal (NTK)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Phosphore total (Pt)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Matières Inhibitrices (MI)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
METOX total et détaillé	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Substances organochlorées (AOX)	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
T°	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
pH	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Acide péracétique	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Détergents anioniques	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Détergents cationiques	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai
Phénols	Annuelle Mars	X	X	X	X	X	X	X	Annuel Mai